



Quartier Mermoz, Lyon 8. © Labo Cités

Table des matières

Introduction	2
1 Analyse croisée des actions conduites par les centres de ressources	3
1.1 Les CRPV et les transitions : une histoire en construction	3
1.2 Analyse transversale des actions conduites par les centres de ressources	7
2 Repérage et analyse des initiatives des territoires	9
2.1 Agriculture et alimentation	9
2.2 Cadre de vie, habitat, mobilité, renouvellement urbain	11
Conclusion	14
Annexes	16

Introduction

La présente note constitue la réponse à l'appel à contributions lancé par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) aux centres de ressources politique de la ville (CRPV) pour l'année 2021 tel que prévu dans le cadre de référence. Elle est le fruit d'un travail collectif s'appuyant sur les expériences et initiatives des CRPV ayant retenu ce sujet dans le cadre dudit appel à contributions (Cité ressources, IREV, Labo Cités, Pôle ressources et développement social, PQN-A, RésO Villes, Trajectoire Ressources, Villes au Carré, Villes et Territoires Occitanie), enrichi des échanges menés dans le cadre du Club "Transitions et Quartiers" du réseau national des CRPV.

Les centres de ressources, conscients de l'absolue nécessité d'accompagner les acteurs et actrices de la politique de la ville dans une définition juste et généraliste de la transition, ont fait le choix d'une approche globale qui s'arrime à deux convictions :

- Face aux dérèglements climatiques, à la perte de biodiversité, à l'appauvrissement des sols, à l'épuisement des écosystèmes, ou encore la pollution de l'air et de l'eau, la transition écologique est urgente : partout, pour tous et toutes.
- Parce qu'elle correspond à un changement de modèle économique et social, qui doit transformer en profondeur notre façon de consommer, de produire, de travailler et de vivre ensemble, parce qu'elle peut être un vrai levier de réduction des inégalités, la réconciliation entre urgence sociale et transition écologique est possible dans les quartiers populaires. Car un des enjeux transversaux de la relation entre transition écologique et politique de la ville est celui des inégalités environnementales ou de la "justice environnementale" : les CRPV considèrent ainsi que la transition écologique peut être un levier efficace pour (re)poser de manière générale la question du cumul des inégalités dans les territoires défavorisés, y réduire la précarité et y justifier des investissements importants, mais à condition de prendre en compte la réalité des situations vécues par les habitants dans ces territoires et leur expertise d'usage.

La démarche de rédaction s'est ainsi appuyée sur différentes étapes qui constituent le plan de cette contribution :

- la mise en récit de la prise en compte des transitions par chaque CRPV, qui permet notamment de dégager des lignes communes : un sujet pris en compte plutôt récemment, sous des impulsions politiques issues de collectivités ou de la gouvernance des CRPV et qui suscite un engagement fort des équipes ;
- le partage des actions menées par les CRPV (information, sensibilisation, capitalisation, animation de réseaux) qui illustrent les croisements possibles entre les transitions et les différents enjeux et piliers des contrats de ville 2015-2022 et démontrent par leur nature le caractère encore "émergent" de ce sujet (peu d'accompagnement ou de qualification sur les aspects stratégiques) ;
- une sélection d'initiatives des territoires repérées et capitalisées par chaque CRPV qui illustre la manière dont les acteurs locaux se saisissent de ces enjeux, en particulier par le renouvellement des actions de solidarité alimentaire, le déploiement de l'agriculture urbaine, les actions relevant du cadre de vie, de l'habitat, des mobilités notamment par le levier des projets de renouvellement urbain.

Il ne s'agit pas ici de prétendre à l'exhaustivité : cette note permet plutôt d'illustrer la manière dont les CRPV ont abordé dans la période récente (qui reste marquée par la crise sanitaire) le vaste sujet des interrelations entre transitions et quartiers en politique de la ville. Elle s'appuie sur une observation de leurs territoires, la mise en valeur d'actions de terrain répondant à certains de ces enjeux et des opportunités de partenariat (qui restent à consolider / généraliser).

1 - Analyse croisée des actions conduites par les centres de ressources

La transition est devenue une orientation centrale des politiques publiques, notamment en matière d'environnement (en particulier sous le volet énergétique) et de développement des territoires. C'est donc naturellement que les CRPV ont accompagné et travaillé ce sujet intégré de manière très différente dans les programmes de travail. Si les acceptations et les approches des transitions peuvent être protéiformes, les centres de ressources ont développé une expertise et un regard pragmatique, prenant en compte les spécificités des territoires les plus vulnérables.

1.1 - Les CRPV et les transitions : une histoire en construction

L'arrivée du thème des transitions dans les préoccupations et programmes de travail des centres de ressources n'est pas récente, puisque les premières actions datent du début des années 2000. Les raisons qui ont conduit les CRPV à se pencher sur cette question sont diverses mais ont évidemment à voir avec une évolution qui touche la société dans son ensemble.

A - Les années 2000-2010 ou le difficile croisement entre politique de la ville et développement durable

Dès le début des années 2000, quelques centres de ressources se sont intéressés et ont conduit des actions sur le thème de l'environnement et du développement durable. Il s'agit notamment de Profession Banlieue, PQN-A et Labo Cités. Les travaux (groupes de travail, publications) s'interrogent sur le croisement entre les démarches propres à la politique de la ville et celles du développement durable (transversalité, partenariat, participation des habitants, ingénierie...), via notamment les agendas 21.

Une impulsion supplémentaire a été fournie par l'animation inter-régionale assurée par des CRPV autour des PUI (projets urbains intégrés) et la mise en réseau de l'ensemble des équipes PUI des régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-D'azur et Rhône-Alpes. Les PUI sont des programmes européens visant une articulation renforcée entre politique européenne de cohésion et politique de la ville. Les démarches de développement intégré et le développement durable ont été au cœur des sujets abordés par ce réseau entre 2009 et 2012.

Dans les années 2010-2015, les énergies des CRPV ont été mobilisées par les travaux autour de la réforme de la politique de la ville, puis sa mise en œuvre. Le sujet du développement durable a été quelque peu délaissé, si ce n'est quelques actions ponctuelles conduites par certains centres. Alors que la loi Lamy de 2014 a cité le développement durable comme un enjeu, il n'a pas été retenu comme une priorité du contrat de ville.

Il s'avère que la mobilisation des centres de ressources autour de la réforme de la politique de la ville a également "occulté" le nouveau cadre lancé par l'ONU en 2015 sur les 17 ODD (objectifs de développement durable). Toutefois, à la suite des travaux menés par Villes au Carré avec Le Rameau, les CRPV sont cités dans un guide paru en 2019 comme ressource pour la mise en œuvre du 17^{ème} ODD "partenariat pour la réalisation des objectifs"¹.

¹ Pour l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises, Comité 21 et partenaires, 260 p.

B - Du développement durable vers les transitions : une prise de conscience généralisée

À partir de la fin des années 2010, la généralisation des travaux des centres de ressources sur les transitions s'explique par un faisceau de raisons qui parfois s'entrecroisent. Il convient de noter à la même période le passage du terme "développement durable" à celui de "transition écologique" dans la terminologie utilisée par les centres de ressources et qui correspond à un glissement plus général dans la société française comme en témoigne, par exemple, le changement d'appellation du ministère de l'Environnement se transformant en 2017 en ministère de la Transition écologique et Solidaire.

➤ Des territoires mobilisés

Des dynamiques de territoires peuvent être à l'origine de la mobilisation des centres de ressources qui, suite ou en accompagnement d'une stratégie conduite par des collectivités territoriales (région, métropole) ou par une administration régionale d'État, ont mobilisé leurs ressources et intégré ces questions dans leur programmation.

La Région Bretagne a lancé en 2015 une grande concertation qui a abouti à une démarche, la Breizh Cop et un schéma, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet). Ces deux outils sont des outils de mobilisation de l'ensemble du territoire et irriguent tous les sujets bretons, y compris les QPV.

La Région Centre-Val de Loire a lancé en 2019 une COP (conférence des parties) régionale "urgence climatique et sociale" afin d'encourager et de fédérer le plus d'acteurs possibles (citoyens, entreprises, collectivités locales, agences publiques, etc.) pour trouver de nouvelles solutions aux problèmes environnementaux présents et à venir. Une partie de l'équipe de Villes au Carré suit dorénavant les activités de la COP régionale et se sensibilise au sujet du climat.

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a initié une recherche-action participative en 2019, "BFC en Transition", en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme. Il s'agit d'une démarche d'intervention territoriale dont l'objectif est d'expérimenter plusieurs méthodologies pour susciter une dynamique coopérative de transition socio-écologique :

- par l'interconnaissance et le croisement des savoirs entre citoyens, associations, élus, agents des collectivités, chercheurs et entreprises ;
- en donnant à voir plusieurs initiatives existantes dans la Bourgogne-Franche-Comté;
- en favorisant la naissance de nouveaux projets concrets de transition dans les territoires concernés.

À son échelle, Trajectoire Ressources a suivi et contribué à cette démarche de plusieurs manières : repérage d'initiatives locales, participation aux rencontres inter-acteurs locales et régionales, ainsi qu'aux ateliers de réflexion thématiques sur le Nord Franche-Comté animés par l'association In'Terre Activ.

➤ Des CRPV interpellés

Quelques centres de ressources ont été interpellés directement par des collectivités territoriales pour un accompagnement dans leur démarche de réflexion sur les enjeux des transitions.

Ainsi, la Région Nord Pas-de-Calais a lancé en 2013 avec la CCI une stratégie politique, la 3^{ème} révolution industrielle régionale (Rev3), prenant acte que l'usage des énergies fossiles touche à sa fin en raison du réchauffement climatique provoqué par le modèle industriel. La démarche régionale vise à accompagner un "nouveau récit économique pouvant nous mener vers un avenir plus équitable et durable". En 2018, un travail collectif a été initié autour d'un référentiel-ressources pour mettre en

œuvre Rev3 dans les opérations de renouvellement urbain². Puis, en 2019, la gouvernance technique de l'IREV à laquelle contribue la nouvelle Région affirme le besoin de rencontres prospectives sur les transitions qui impacteront nécessairement les quartiers prioritaires dans les 10 à 15 prochaines années.

À une autre échelle, la métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité Cité Ressources de novembre 2019 à janvier 2020 pour animer une réflexion prospective sur la métropole de demain. Dans ce cadre, des ateliers territoriaux itinérants ont été mis en place mobilisant des acteurs et des organismes variés (institutions, associations, entreprises, citoyens) dépassant le seul champ de la politique de la ville. Il est apparu que la thématique de l'inclusion par la nature représentait un axe fort et mobilisateur. En 2021, à l'occasion du congrès mondial de la nature, le "Lab des possibles" de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en partenariat avec le centre de ressources, a proposé une journée de rencontre et de lancement d'un cycle autour de la question : Comment passer des QPV aux QPVerts, quartiers plus verts ?

➤ Des gouvernances engagées

L'impulsion pour traiter de la question des transitions est parfois venue de la gouvernance des centres de ressources, qu'ils soient en GIP ou sous statut associatif.

Ainsi, Labo Cités a commencé à travailler sur le développement durable suite à une interpellation de Louis Lévêque, président de 2008 à 2014. Une première journée d'échanges "Politique de la ville et développement durable : quelles articulations ?" a été organisée en juin 2008. Puis en 2009, un numéro des *cahiers du DSU* a été publié "Politique de la ville, développement durable : Prêts ? Partez !" (n°51, hiver 2009-2010). En 2012, un cycle de qualification de 4 journées thématiques a permis d'aborder le sujet sous un angle sociétal : "Développement urbain durable et quartiers en difficulté : nouveaux enjeux sociaux, nouveaux défis".

En outre, au printemps 2020, à l'initiative du Graine, une demande a été adressée à Labo Cités, pour que le centre s'associe à une démarche régionale inter-associative (qui réunit également l'association régionale des centres sociaux, l'IREPS et le mouvement associatif) sur les transitions sociales et environnementales. Le conseil d'administration s'est formellement engagé dans cette démarche, qui réunit quelques administrateurs et la direction, et qui s'est traduit par l'organisation de séminaires de travail en 2021 et une réflexion en cours sur les envies d'agir de ce collectif qui pourrait s'élargir à d'autres structures.

À l'IREV le sujet des transitions a été posé en 2019 lors d'un séminaire de gouvernance qui a considéré que l'enjeu des transitions n'était plus une option. Il a été préconisé, d'une part, de répondre au besoin des équipes de se ressourcer de manière prospective tout en prenant du recul (en s'appuyant notamment sur le levier du renouvellement urbain) ; et, d'autre part, d'accompagner les territoires à définir des stratégies pour les QPV.

Le conseil d'administration de Villes au Carré a acté en 2019 que la question des ODD était un cadre structurant pour les territoires et qu'il faudrait trouver comment les expliquer, qu'il était important de participer à la COP régionale et de répondre à un marché public de la région pour animer un réseau d'acteurs sur les dynamiques territoriales de transition. Depuis 2020, Villes au Carré est chef de file d'un groupement (avec l'Unadel, Instecoop et Inpact Centre) pour animer le réseau Oxygène, Lab des transitions en Centre-Val de Loire. Cela permet à l'équipe de se doter de nouvelles expertises et d'en faire bénéficier les acteurs de la politique de la ville.

² Référentiel ressources Rev3 - renouvellement urbain, <https://rev3.fr/renouvellement-urbain/>

En 2019, l'équipe de Villes et Territoires Occitanie a proposé la transition écologique comme thème de travail à son conseil d'administration, qui a validé le principe d'un cycle abordant différentes dimensions de la transition écologique au prisme de la politique de la ville, c'est-à-dire de l'objectif de réduction des inégalités sociales et territoriales.

Trajectoire Ressources a organisé en 2021 un séminaire de travail sur les transitions regroupant le conseil d'administration et l'équipe, avec pour objectif de cadrer le sujet et de disposer de bases de travail communes afin de l'intégrer pleinement au programme de travail annuel de l'association.

➤ Des équipes sensibilisées

Ouvrir un tel chantier ne peut se faire qu'avec l'adhésion des équipes. Plus que pour d'autres sujets, plusieurs centres de ressources ont ainsi répondu aux motivations de salariés particulièrement sensibilisés, voire engagés par ailleurs (Labo Cités, IREV, Pôle ressources Ville et développement social).

Ce portage individuel peut irriguer l'ensemble de l'équipe, à l'image de Labo Cités qui a organisé en septembre 2021 son séminaire annuel sur le thème des transitions (à la fois comme sujet d'actualité et comme sujet pour le fonctionnement interne) ou de l'IREV qui a révisé différents process internes (priorités aux déplacements doux sur la métropole et aux transports en commun en région, repas végétariens...)

Pour Villes au Carré, l'équipe dans son ensemble aspirait à se professionnaliser, en comprenant l'ampleur du défi social et écologique et la vulnérabilité des habitants des quartiers, après avoir été sensibilisés par la COP régionale. Inversement, c'est en creusant le sujet des transitions que certains salariés sont sensibilisés et motivés pour faire des pas de côtés et sont également plus attentifs au fonctionnement interne de la structure, avec des propositions pour la rendre plus vertueuse.

Ces constats posent la question de l'articulation entre convictions personnelles et engagement professionnel, cas de figure bien connu dans les centres de ressources. De plus en plus de professionnels cherchent à travailler dans une structure qui "ait du sens et porte des valeurs" et la prise en compte des transitions est dorénavant un atout et un critère de choix pour certains d'entre eux.

➤ Le club « Transitions et Quartiers » du RNCRPV

En gestation pendant plusieurs mois, le club Transitions et Quartiers a été lancé par Labo Cités et Villes au Carré durant le premier confinement, entre mars et juin 2020. Il rassemble 11 CRPV intéressés ou déjà engagés sur les transitions. Y participent des directeurs ou directrices et des chargé.e.s de mission, sur un rythme d'une visio-conférence par mois avec en alternance une séquence sur les actualités des CRPV et une autre avec l'intervention d'un expert extérieur. Les membres du club ont d'ailleurs été mobilisés dans le cadre de cette présente contribution pour leur apport d'analyse et d'expériences.

1.2 - Analyse transversale des actions conduites par les centres de ressources

Pour chaque centre de ressources, une fiche rassemblant les travaux réalisés depuis trois ans et ceux en projet a été consignée en annexe de cette contribution. Pour chaque fiche, ont été distinguées les actions relevant de la montée en compétences, de la capitalisation mais également les actions conduites en interne par les équipes des CRPV.

L'analyse croisée des actions conduites par les centres donne à voir l'intérêt porté à certains thèmes, la variété des publics visés et le potentiel ouvert par de nouveaux partenariats.

➤ Les actions déployées

On retrouve les grands types d'actions attendus des CRPV :

- La valorisation d'expériences de terrain en matière de transition écologique dans les QPV, notamment sous forme de vidéos ou de fiches d'expériences plus classiques.
- Le repérage et la diffusion de ressources sur le thème des transitions ou plus spécifiquement de la transition écologique.
- Des cycles de rencontres avec un croisement de retours d'experts et de témoignages d'acteurs, à la fois pour mieux cerner les enjeux et pour donner à voir ce qui se fait – ou pas – dans les quartiers. À ce stade, les CRPV proposent majoritairement ces cycles sous des formats relevant de l'information. Plusieurs CRPV se sont également outillés et mobilisent par exemple la Fresque du climat pour faire comprendre les causes et effets du dérèglement climatique et (se) motiver à agir.

Certains CRPV envisagent de prolonger ces premiers temps de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, qui leur permettent de légitimer leur place dans ce débat, par des cycles de qualification qui auraient pour objectifs d'outiller les réflexions locales en vue de la définition de stratégies territoriales croisant les approches des QPV et des transitions et/ou de chercher des solutions collectives.

Les CRPV se sont plus rarement saisis de la question des contractualisations et des plans entre l'État et les collectivités qui mettent en avant des objectifs de transition écologique. Dans l'actualité récente, il s'agit en particulier des Contrats de relance et de transition écologique (CRTE), avec la question posée par certains CRPV de la place qui y est faite aux contrats de ville, aux QPV et à leurs habitants. L'absence de référence explicite a limité l'articulation avec la politique de la ville. Il peut s'agir aussi des Plans climat air énergie territoriaux (PCAET) ou des Projets alimentaires territoriaux (PAT) qui, s'ils ne sont que des documents de planification non contraignants, peuvent constituer un levier intéressant au moment de leur élaboration – ou de leur révision – pour soulever des enjeux spécifiques aux quartiers de la politique de la ville.

➤ Le public visé et mobilisé

En règle générale, le public visé est le public habituel des CRPV (agents de l'État et des collectivités en charge de la politique de la ville, associations, bailleurs sociaux, etc.). Mais en filigrane se pose aussi la question du croisement des cultures professionnelles (notamment au sein des services de l'État et des collectivités) entre les professionnels en charge des dispositifs relatifs à l'environnement et l'énergie, d'une part, et les professionnels de la politique de la ville, d'autre part. Les CRPV constatent que ce sujet permet une mobilisation renouvelée de certains acteurs (bailleurs sociaux par exemple) ou la mobilisation de nouveaux publics (agents de collectivités en charge du développement durable, de l'aménagement, de projets alimentaires territoriaux, opérateurs et associations).

L'enjeu reste la mobilisation des conseils citoyens afin que les habitants des quartiers soient associés à la réflexion sur les transitions.

Les thèmes privilégiés

En fonction des CRPV, la délimitation du champ des transitions peut différer. Pour les uns, le sujet prioritaire est celui de la transition écologique/énergétique dans la perspective ouverte par les rapports du GIEC, là où d'autres défendent une approche plus large qui intègre aussi les transitions numérique, sociale, démocratique, etc. Cette approche globale laisse toutefois apparaître trois grands enjeux forts qui ont guidé les travaux récents des centres de ressources.

Alimentation et agriculture urbaine : la crise sanitaire a montré combien l'accès de tous et toutes à une alimentation suffisante, digne et de qualité est fragile. Face à ce constat, les CRPV ont accompagné les débats et réflexions sur les enjeux de la solidarité alimentaire dans les quartiers populaires. L'alimentation durable et les initiatives d'agriculture urbaine constituent ainsi un point d'entrée mobilisateur des acteurs de la politique de la ville et des CRPV en particulier.

Environnement et cadre de vie : la transition écologique est devenue un impératif pour construire les villes et les quartiers de demain. Il a donc été question dans les échanges de bâtiments sobres, de productions locales d'énergies renouvelables et d'un effort de recyclage, de limitation de l'empreinte carbone. Les questionnements autour de la mobilité sont également abordés, comme la gestion des déchets mais aussi des gestes et des actions bénéfiques à la biodiversité.

Emploi et économie : plusieurs CRPV abordent les transitions sous l'angle de l'emploi et du développement économique, avec notamment leur prise en compte par des stratégies territoriales renouvelées (économie circulaire et réemploi, économie de la fonctionnalité...), l'économie sociale et solidaire ou encore l'économie verte avec l'opportunité que pourraient constituer les métiers verts pour les personnes privées d'emploi dans les quartiers, sous réserve de les y préparer (formation, clauses sociales...).

Un partenariat renouvelé

Les travaux récents sur les transitions ont mobilisé des acteurs institutionnels qui représentent des interlocuteurs intuitifs sur les transitions. Suivant les territoires et les opportunités, les CRPV ont ainsi pu s'appuyer sur les Régions, l'ANRU, le Cerema, l'Ademe, l'EN Biodiversité, la Banque des Territoires... Cette mobilisation partenariale reste néanmoins à consolider à l'échelle nationale et sur les différents territoires d'implantation des CRPV.

En outre, plusieurs CRPV ont ouvert de nouvelles alliances avec les réseaux du développement durable qui se sont montrés intéressés par la question des quartiers prioritaires. On peut citer notamment les liens entre l'IREV et le CERDD (centre ressource du développement durable), structure qui accompagne les acteurs de la région Hauts-de-France dans la prise en compte des transitions économique, sociale et écologique dans les territoires, des contacts ont également été pris avec le réseau RARE (réseau des agences régionales de l'énergie et de l'environnement). Et beaucoup d'autres partenaires restent à découvrir afin que les CRPV s'emparent et se familiarisent avec les thèmes liés aux transitions et que les réseaux du développement durable ou de la transition écologique se mobilisent en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

2 - Repérage et analyse des initiatives des territoires

Valoriser les initiatives et les pratiques³ participe d'un récit actif de la transition et des transformations possibles. Bien sûr, ces "Graines de résilience"⁴ ne sont ni exhaustives ni représentatives, elles ont été choisies parce que, selon l'approche des CRPV, elles faisaient système, parce qu'elles étaient duplicables et parce qu'elles accompagnaient les dynamiques à l'œuvre dans les territoires.

Le sujet des transitions est un sujet qui se structure dans la politique de la ville, il est donc important de le mesurer avec prudence et avec la conscience que nous n'en n'avons pas encore une réelle et intégrale visibilité.

Compte tenu des enjeux abordés par les CRPV, nous proposons de centrer notre analyse des actions repérées sur deux thématiques phares :

- L'alimentation et l'agriculture urbaine avec de multiples entrées (santé, bien-être, bien manger, convivialité, lien social, pouvoir d'achat, rapport à la nature, emploi...). La multitude d'initiatives identifiées s'explique par l'importance de ces sujets pendant et après la crise sanitaire, elles s'appuient souvent sur des initiatives pré-existantes qu'elles font évoluer en tenant compte des transitions.
- Le cadre de vie, l'habitat, la mobilité et le renouvellement urbain qui s'appuient sur des leviers forts tels que les projets de renouvellement urbain.

Le sujet du développement économique et de l'emploi par le prisme des transitions est remonté dans une moindre mesure dans le repérage des CRPV, bien qu'il existe de multiples initiatives avec des "modèles économiques" souvent hybrides (économie sociale et solidaire, économie circulaire, économie du don, économie régénérative, partenariat public/privé...) sur des secteurs très divers. Toutefois, l'appréhension de la transition comme levier de développement économique et d'emploi dans les quartiers ou comme facteur de mutations de l'économie est complexe. Nul doute qu'inscrire cette perspective dans un temps plus long permettra aux territoires de renouveler leurs approches et ainsi aux CRPV d'en rendre plus facilement compte.

2.1 - Agriculture et alimentation

De nombreuses initiatives existent dans les quartiers en matière d'alimentation et d'agriculture de proximité. Elles apparaissent comme majoritaires dans la remontée faite par les différents CRPV. Leur diversité témoigne de la capacité des acteurs locaux à fabriquer des solutions, à innover, à s'inscrire dans des dynamiques de coopération tout en s'appuyant sur une histoire riche en matière de jardins, de partage et d'alimentation solidaire. Ces initiatives démontrent que les enjeux dans les QPV, certes très prégnants sur les aspects de justice sociale alimentaire, interrogent d'autres dimensions comme la production locale jusqu'à la mise en place de stratégies territoriales intégrant les enjeux spécifiques des quartiers.

Une alimentation saine, plus durable et accessible

Une alimentation saine, plus durable et accessible est le leitmotiv de la majorité des initiatives identifiées par les CRPV sur l'alimentation et l'agriculture de proximité. Portées principalement par des

³ Les initiatives repérées par les CRPV sont présentées en annexe.

⁴ "Graines de Résilience" est le terme employé par La Traverse, une structure d'appui aux dynamiques de transition écologique et sociale dans les territoires, située à Poitiers, qui a mis en œuvre une collecte d'expériences de septembre 2019 à mars 2020. La synthèse a été publiée sur leur site en juin 2020. Ce terme a été repris par Villes au Carré.

associations locales implantées dans les QPV ou des associations de solidarité, il faut toutefois distinguer les actions qui favorisent l'éducation à l'alimentation, la découverte des métiers, le partage et le lien social, d'une part, de celles relatives à l'accessibilité des produits pour les habitants, d'autre part. Ainsi les premières visent à :

- sensibiliser à l'alimentation durable et saine en informant sur les circuits de la production alimentaire, la saisonnalité des produits, la production locale/bio et à attirer la vigilance sur les ingrédients des produits transformés porteurs de risques pour la santé (ex : groupe de travail et ateliers pédagogiques animés par les Ateliers Nomades à Autun) ;
- réinvestir des savoir-faire perdus ou perçus comme inutiles (épocher des légumes, cuisiner - faire à manger, composer des menus équilibrés...) mais aussi les métiers liés à la production alimentaire ;
- s'appuyer sur la cuisine, le partage et la convivialité comme facteur de lien social et familial.

Les secondes visent à :

- faciliter l'accessibilité à des produits frais, de qualité, de saison, de proximité par la présence de circuits de distribution (marché, groupement d'achat, boutique de producteurs, épicerie sociale et solidaire) à des prix réduits pour des ménages en difficulté ou en situation de (grande) précarité ;
- lutter contre le gaspillage alimentaire et la mise en place de démarche circulaire, voire de régénération des sols, si la mise en compost est faite avec des produits alimentaires issus de l'agroécologie.

Les banques alimentaires sont des acteurs historiques qui ont depuis longtemps investi les quartiers pour répondre aux urgences dans un esprit de solidarité. Cependant la question de l'origine des produits, leur qualité et l'impact de leur production sur l'environnement n'étaient pas des critères décisifs dans la conduite de ces actions sociales : certains d'entre eux incluent désormais la question d'une alimentation durable dans leurs pratiques (ex : Les paniers solidaires à tarifs différenciés proposés par le Secours catholique du Gard à Vauvert).

En dehors de ces acteurs historiques, les modalités d'organisation sont diverses et peuvent prendre la forme de groupement d'achat ou d'épicerie solidaire et durable (ex : l'épicerie Solidaire Bourges Nord, l'Esperluette à Montpellier Celleneuve, Pain et Partage Cité Agriculture à Marseille, VRAC à Toulouse Métropole). On peut aussi noter la dynamique des supermarchés coopératifs qui, en plus d'offrir des produits locaux, engagent les usagers dans une démarche collective. Les habitants-usagers du supermarché coopératif passent du statut de consommateur à celui de coopérateur (ex : Coop des Dômes à Clermont-Ferrand).

> Produire dans les quartiers

Si la place du jardin nourricier a, depuis la naissance des premières cités jardins, été perçue comme un enjeu pour ses habitants, les initiatives de jardins partagés ou d'agriculture urbaine ont permis de réinvestir ces questions. Les jardins familiaux ouvriers avaient été pensés comme des supports à une certaine autonomie alimentaire mais aussi comme moteurs "d'encapacitation" dans une société salariale en construction. Les initiatives recueillies par les CRPV s'inscrivent dans cette histoire et permettent d'investir plusieurs dimensions dans des logiques de transitions :

- Une dimension sociale : rencontres, inclusion sociale (remobilisation-insertion, mélange de personnes d'origines, d'âges et d'idées très diverses, apprentissages sous forme collective, moments festifs et conviviaux (ex : la Maison interculturelle de l'alimentation et des mangeurs à Bordeaux).
- De la formation ou de la sensibilisation : apprentissage de moyens de production alimentaire, expérimentation de techniques jardinières, sensibilisation sur l'écologie, l'alimentation, les

saisons (ex : jardin partagé au sein des collèges à Marseille, ferme urbaine de l'association Les Colverts à Rennes).

- Un aspect écologique : préservation de la biodiversité, traitement des déchets, récupération de l'eau de pluie, perméabilisation et pollution des sols (ex : les jardins et l'agriculture de l'association lyonnaise le 8^{ème} cèdre, la ferme des possibles à Stains, jardin partagé "Noisettes et Tournesols" cultivé au naturel à Autun).
- Un enjeu de réappropriation de la ville : grâce aux échanges et aux confrontations d'idées, ainsi que par l'acte initial d'investir une parcelle, de sanctuariser du foncier, d'aménager son quartier (ex : les anges jardins dans le Pas-de-Calais).
- Une dimension économique avec la production issue des quartiers, des fermes urbaines, des outils de première transformation et la mise en place de circuits alimentaires locaux permettant la valorisation de ces produits que ce soit dans la restauration collective locale comme les cantines scolaires ou sur d'autres marchés locaux (ex : maraîchage bio à Vierzon, Question de Culture à Bergerac).

➤ Des initiatives aux stratégies territoriales

Les actions locales recensées par les CRPV activent différents leviers portés par les collectivités pour agir sur l'alimentation et l'agriculture de proximité, que ce soit sur la restauration hors domicile, le foncier ou les marchés locaux... Souvent inscrits dans une logique de coopération active entre les acteurs associatifs, ceux de l'action publique institutionnelle (collectivités, Éducation nationale...) et les habitants, le recueil de ces initiatives témoigne avant tout d'une capacité à agir collectivement. Toutes les actions se caractérisent par la diversité des enjeux auxquels celles-ci visent à répondre (économiques, sociaux, écologiques, urbains...).

En 2014, la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt fut un véritable tournant en instaurant un cadre autour des initiatives portées par les territoires dans le champ de l'alimentation et de l'agriculture de proximité via le Projet alimentaire territorial (PAT). Les PAT se sont largement développés. Ils sont élaborés de manière concertée à l'initiative des acteurs d'un territoire. Ils visent à donner un cadre stratégique et opérationnel à des actions partenariales répondant aux enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé. Le recensement des initiatives des CRPV montre que des PAT prennent en compte les enjeux spécifiques et structurent les actions en matière d'alimentation et d'agriculture de proximité, y compris dans les QPV.

Si ces exemples sont inspirants, la question de la prise en compte des enjeux des quartiers prioritaires reste une préoccupation et invite à la collaboration renforcée entre les acteurs des QPV et des PAT.

2.2 - Cadre de vie, habitat, mobilité, renouvellement urbain

➤ Recyclage de déchets de chantiers et réemploi

À l'articulation des piliers cadre de vie, renouvellement urbain et emploi, développement économique, ont été repérées des initiatives innovantes dans le domaine du recyclage et du réemploi de déchets de chantier dans le BTP à l'occasion d'opérations de démolition/reconstruction (de logements ou d'équipements) sur des territoires en politique de la ville. Il ressort de ces expériences en faveur d'une transition écologique en matière de renouvellement urbain, le levier que constitue l'intégration de clauses environnementales dans les marchés publics (ex : Toulouse Métropole), et l'importance que les maîtres d'ouvrage publics (collectivités, bailleurs sociaux) s'engagent dans cette voie, notamment dans le cadre du NPNRU.

Il s'agit d'inscrire dans les cahiers des charges des marchés de travaux de démolition des objectifs volontaristes de recyclage des déchets de chantier. Et d'intégrer dans les marchés de travaux de

(re)construction des objectifs de réemploi. Les démarches de réemploi menées de manière volontariste par certains bailleurs (ex : Maisons et Cités dans le bassin minier) s'inscrivent dans les processus de labellisation environnementale telle que le E+C-. Des opérations qui contribuent à la réduction de l'impact environnemental de la construction mais aussi à la transition d'un patrimoine singulier et au confort de ses habitants. Des opérateurs se sont spécialisés dans l'appui aux donneurs d'ordre dans ce type d'opérations en proposant leurs compétences d'ingénierie, de conseil et de diagnostic en appui des maîtres d'œuvre publics et privés (ex : Matière Grise dans le Maine et Loire). L'intérêt de ces projets, du point de vue de la politique de la ville, tient aussi à leur volet emploi-insertion grâce au développement de partenariats avec des acteurs de l'ESS (ex : Emmaüs à Toulouse). Car la dimension d'économie circulaire de ces projets (valorisation et tri des déchets) génère des emplois qui vont pouvoir bénéficier à des habitants des quartiers politique de la ville, notamment via des clauses sociales.

➤ **Lutte contre la précarité énergétique**

Les initiatives repérées dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique croisent les piliers cadre de vie, renouvellement urbain, emploi et développement économique. Selon la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, *"est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou conditions d'habitat"*. Au carrefour des enjeux sociaux et écologiques, la précarité énergétique est une forme de mal-logement qui touche entre 7,8 millions et 10 millions de personnes en France en 2018 selon l'Observatoire national de la précarité énergétique⁵. Ces expériences montrent qu'agir pour améliorer l'empreinte environnementale des logements en accompagnant les bénéficiaires a un impact sur leur capacité à se mobiliser pour mener d'autres projets (recherche d'emplois, embellissement d'espaces extérieurs, implication dans les associations du quartier...). Au-delà des programmes de rénovation énergétique des bailleurs sociaux, des associations agissent localement dans les quartiers (ex : LogisCité, le Bricobus des Compagnons Bâisseurs, les Ateliers Nomade).

➤ **Habitat alternatif**

Pour répondre aux plus fragilisés et vulnérables, notamment concernant le logement et la lutte contre la précarité énergétique, l'habitat participatif, qui se développe fortement en France, peut apparaître comme une alternative concrète pour les quartiers prioritaires de la ville, que ce soit pour des enjeux de cohésion sociale, de cadre de vie, de renouvellement urbain, comme de transitions.

S'il ne semble pas se déployer dans les quartiers prioritaires de manière systématique et naturelle, l'habitat participatif renvoie néanmoins à une manière alternative d'habiter, au travers de citoyens ayant le désir de penser, construire et gérer leur habitat de manière collective.

En 2019, une étude sur les projets d'habitat participatif en quartier politique de la ville⁶ a recensé plus de 600 projets d'habitat participatif en France, dont plus de 200 avec un organisme HLM. Ce type d'habitat est, d'une part, un levier pour la mixité sociale, un enjeu majeur du pilier cadre de vie et renouvellement urbain du contrat de ville⁷ et, d'autre part, il est un levier encore trop peu souligné de transition pour les quartiers prioritaires, puisque ces projets ont tendance à favoriser des ambitions

⁵ http://renovons.org/IMG/pdf/feuille_de_route_re_novons_2020.pdf

⁶ https://www.habitatparticipatif-france.fr/files/EtudeActionHabitatParticipatifEnQpv_bf_fichier1_l-hp-en-qpv-rapport-d-e%CC%81tude-final-2019-.pdf

⁷ https://www.rtes.fr/system/files/inline-files/Rep%C3%A8rESS_Polville_VF_Web-compress%C3%A9.pdf

écologiques, dans la construction comme dans le quotidien des ménages. L'habitat participatif, pour qu'il soit une réussite, doit intégrer pleinement la participation citoyenne, axe majeur de la politique de la ville et du NPNRU, au travers d'une co-construction des processus de rénovation et d'occupation de leur habitat.

L'habitat participatif peut donc permettre de répondre à des enjeux des quartiers prioritaires de la politique de la ville, que ce soit en matière de mixité sociale, d'efficacité économique ou d'amélioration du vivre ensemble s'il est accompagné, porté par tous les acteurs et rythmé dans un processus lisible et cohérent (ex : habitat participatif des quartiers nord de Bourges avec le bailleur social France Loire).

> Mobilité

La mobilité n'est plus qu'une question de transport ou de déplacement mais bien un enjeu pour permettre à chacun d'accéder aux soins, à l'emploi, aux loisirs et/ou à la formation. Elle est aussi un droit, elle doit l'être pour tous et toutes.

Dans l'étude "Quartiers populaires et politiques de mobilités : enjeux et retours d'expériences locales" menée par l'AdCF-Intercommunalités de France, France urbaine et Transdev et publiée en janvier 2021⁸, il est souligné que l'action publique ne doit plus se résumer au seul désenclavement physique et qu'une approche plus large est nécessaire. Il est en effet important d'agir sur l'étendue des freins cognitifs, psychologiques, culturels et financiers. Les mobilités doivent faire l'objet d'un apprentissage, en particulier sur les solutions alternatives, qui restent à conquérir, comme les modes de déplacement doux.

Les actions repérées visent à ouvrir à des solutions de mobilité innovantes localement, prenant en compte la mobilité des habitants des territoires prioritaires (ex : Répa Vélo à Vannes ou véloCITE, une vélo-école à Saint-Jean de la Ruelle).

> Biodiversité

La biodiversité est une notion complexe souvent perçue de façon réductrice, comme un catalogue d'espèces, alors qu'elle est un tissu vivant qui s'exprime dans de nombreuses dimensions : de la génétique, aux écosystèmes et aux paysages. Chacune de ces composantes est en interrelation avec les autres.

Tous les spécialistes s'accordent à dire qu'environ une espèce sur quatre est menacée de disparition à moyen terme dans le domaine animal et végétal. Perturber les sols par l'activité humaine conduit à faire perdre cette capacité du vivant à nous alimenter, à nous soigner, etc. De plus, elle rappelle qu'il est indispensable que les milieux soient en bonne santé et diversifiés face au changement climatique, pour pouvoir accueillir une biodiversité qui puisse évoluer naturellement au fil du temps.

La notion de biodiversité nécessite de comprendre les interactions du vivant. Il faut donc penser à soutenir une approche globale en partant du vivant pour irriguer les actions d'aménagement, de santé, d'économie, d'éducation, de changement climatique et faire système en déployant les bonnes pratiques

Ainsi, nous pouvons identifier quatre axes d'action :

- Préserver et se reconnecter à la nature (via une éducation/médiation scientifique) : à l'image des projets qui accompagnent les enfants dans la découverte du vivant (ex : Mountain Riders

⁸ <https://www.adcf.org/files/THEME-Transports/etude-mobilites-WEB.pdf>

à Chambéry), le programme d'éducation à la nature ou des observatoires de la biodiversité du type Atlas de la biodiversité ou des jardins ressources.

- Restaurer et aménager c'est-à-dire intégrer la nature dans les projets urbains (ex : Cour de Nature à Chenôve) ; aller plus loin qu'une simple végétalisation en prenant comme modèle le référentiel écoquartier prôné notamment par l'ANRU.
- Aménager des continuités écologiques comme les trames vertes et bleues, les îlots de fraîcheurs ou la reconversion des friches urbaines.
- Soutenir l'ingénierie scientifique (écologue, spécialistes biodiversité) sortir des silos et encourager la transversalité.

Conclusion

➤ Regards croisés

À la croisée des regards des CRPV sur leurs actions, sur les initiatives issues des quartiers et sur les visions que portent chaque structure sur le sujet "politique de la ville et transitions", la contribution du réseau national a permis de capitaliser sur un certain nombre d'enseignements qui devront être mobilisés dans la construction des actions futures du réseau et de ses membres.

Le premier enseignement est qu'une définition partagée et commune des transitions ne s'est pas dégagée entre les CRPV. Les débats que ce terme a suscités illustrent la richesse des approches et invitent à une mise en partage plus approfondie.

- Dans le cadre des contributions, les CRPV ont dans l'ensemble limité leur approche des transitions aux champs de l'écologie et de l'énergie. Cette limitation a fait débat car des centres auraient souhaité intégrer d'autres champs tels que le numérique, la démocratie... qui pour eux participent à un changement plus global.
- Le mot "transition" semble pour certains un mot trop doux pour décrire le choc. Il minimise la nécessité de transformer les modalités de développement des territoires dans un délai très court.
- Enfin les transitions ont aussi été mises en concurrence avec d'autres termes permettant d'appréhender autrement les sujets : métamorphose, mutation...

Le second enseignement est que si les contrats de ville n'ont pas été pensés pour être des catalyseurs des initiatives sur la transition dans les quartiers, les acteurs qui portent et mettent en œuvre la politique de la ville ont un rôle essentiel à jouer pour que les transitions soient au service de tous et que la réalité des quartiers et leurs vulnérabilités soient prise en compte.

- Le cadre d'action du contrat de ville n'inscrit pas la transition comme priorité et n'offre pas des moyens spécifiques sur les transitions.
- La justice sociale et les inégalités sont au cœur des motivations des acteurs de la politique de la ville et structurent l'approche des transitions dans les quartiers. Cette approche apporte une plus-value essentielle pour prendre en compte la réalité de ces territoires et leurs vulnérabilités, trop souvent oubliées dans d'autres cadres contractuels territoriaux (CER, CRTE, PCAET, PAT, contrats régionaux, programmes européens...).
- Des initiatives et des stratégies locales qui montrent la transversalité des thématiques abordées : habitat, mobilité, alimentation, santé, insertion, éducation, biodiversité, démocratie... Les transitions se déploient sur la diversité des champs impactant la vie des habitants et leurs quartiers. Cette diversité implique alors une approche intégrée qui rejoint l'esprit et la méthode inscrits dans l'ADN de la politique de la ville

Le troisième enseignement est que les transitions invitent les acteurs de la politique de la ville à regarder les projets et leurs territoires avec une nouvelle paire de lunettes et à construire des projets au regard d'objectifs nouveaux. Ces changements attendus nécessitent d'accompagner une montée

en puissance des acteurs locaux et des chaînes d'ingénierie qui participent à la mise en œuvre des stratégies et des initiatives territoriales. Ces changements ont un coût. Celui-ci ne peut pas reposer uniquement sur le niveau local et impose une approche mutualisée à des échelles plus supra (dont le national) en lien avec des partenaires nouveaux (biodiversité, énergie, déchets...).

- Si le sujet des transitions se pose de manière de plus en plus précise et partagée au niveau global notamment avec la diffusion des travaux du GIEC, qualifier et mesurer ce qui se joue dans les intercommunalités et leurs quartiers prioritaires est un enjeu majeur. Ce travail d'observation devrait rendre disponible des informations organisées, utiles et compréhensibles pour déconstruire des représentations et susciter le dialogue stratégique local pour faciliter le passage à l'action.
- Le rapport au vivant et à son tissu écosystémique est une des dimensions structurantes réintroduite par les projets de transitions. Si cette dimension paraît relativement évidente dans certains domaines (relation à la nature, à l'aménagement, aux jardins, à l'agriculture urbaine), elle s'inscrit finalement dans une partie beaucoup plus large (éco conception, approche de l'analyse des cycles de vie...) nécessitant de déployer de nouvelles compétences pour la fabrication des projets.

Dans un contexte d'urgence où le récit alarmiste et réaliste sur les dangers planétaires encourus structure les échanges, la lecture des initiatives dans les quartiers nous amène à mettre en avant un autre récit : celui des territoires en mouvement.

- Les citoyens sont le premier moteur dans les initiatives identifiées (tissu associatif, démarche participative...) et cela nécessite de penser leur implication dans les politiques publiques. Les projets visant les transitions doivent aussi prendre en compte la ressource la plus précieuse des quartiers : les habitants.
- Des stratégies locales de collectivités émergent (nouveaux exécutifs) dont la prise en compte des quartiers prioritaires est une préoccupation.
- Un récit positif est à construire qui facilite le passage à l'action, qui stimule les imaginaires en partageant les initiatives pour montrer la diversité des possibles pour adapter nos quartiers et déployer de nouvelles modalités de développement. Il s'agit aussi ici d'insister sur le fait que les territoires ne sont pas condamnés à seulement réduire les externalités négatives (GES, consommation d'énergie, sobriété...) mais aussi à développer des externalités positives (rapport au vivant, proximité, autonomie, lien social...).

➤ Et après ?

Or, il apparaît nécessaire de faire de la transition le fil rouge des projets de territoire résilients (donc de la future politique de la ville) autour de quatre mots clefs : équilibre, proximité, partenariat et autonomie. Il s'agit notamment de limiter les risques d'accroissement des inégalités en facilitant la mise en œuvre des transitions dans les QPV. Ces projets de territoire devront pouvoir trouver les moyens de leur mise en œuvre au sein des contrats de ville renouvelés.

Il conviendra pour ce faire de s'appuyer sur les ressources essentielles des quartiers que sont leurs habitants : les modalités de capacitation, de mobilisation et de participation citoyenne dans les politiques de transitions restent à conforter. L'expérience de la politique de la ville pourra utilement être mobilisée dans ce cadre. Quelle que soit la forme que les contrats de ville pourront prendre, la transition sera plus qu'un pilier, elle devra être le cap, voire "*l'étoile*" pour reprendre l'expression de Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle.



Politique de la ville et transitions Actions des CRPV contributeurs

Chaque centre de ressources contributeur a réalisé une fiche rassemblant les travaux conduits depuis trois ans et ceux en projet. Pour chaque fiche, ont été distinguées les actions relevant de la montée en compétences, de la capitalisation mais également les actions conduites en interne par les équipes des CRPV.



Actions de sensibilisation et montée en compétences

-Cycle « l'innovation sociale dans les contrats de ville » (2017), organisé par Cité Ressources avec l'appui de l'association Inter-Made.

Journée d'ouverture, consacrée aux enjeux de l'innovation sociale le 13 juin 2017, à Aix-en-Provence ;

Journée thématique n°1, consacrée à « l'agriculture urbaine », le 13 septembre 2017 à Brignoles

Journée thématique n°2, consacrée au « soutien à la parentalité, le 29 septembre 2017, à Marseille

Journée thématique n°4, consacrée aux « commerces de proximité », le 13 octobre 2017, à Aix-en-Provence

Chacune de ces journées a permis d'aborder sous l'angle de l'innovation sociale, des leviers vers un développement social qui prenne en compte notamment les enjeux de transition écologique.

-Cycle d'ateliers prospectives pour une métropole inclusive (novembre 2019 à janvier 2020) : organisés par le Lab des possibles de la métropole AMP, avec le soutien de Cité Ressources, ces ateliers ont permis aux participants de faire émerger une vision de l'inclusion par la nature et plus largement de proposer des pistes d'actions pour développer l'accès à une « vie de qualité » pour tous.

-Rencontre régionale : « Quartiers en transition : nouveaux regards, nouvelles pratiques ? », le 1er juin 2021, en visio-conférence, organisée par Cité Ressources, sous l'égide du SGAR et la DREETS PACA.

-Cycle de rencontres « Comment passer des QPV aux QPVerts ? » (Septembre 2021 – juin 2022), organisé par le Lab des possibles de la métropole AMP, avec le soutien de Cité Ressources
Première journée de rencontre, le 17 septembre 2021 à Marseille.

Capitalisation

-Compte rendu de la journée thématique n°2, consacrée aux enjeux de l'agriculture urbaine dans les contrats de ville du 13 septembre 2017 : https://cite-ressources.org/sites/default/files/ressources/2021-11/CR2%20Cycle%20IS_Agri%20urbaine.pdf

-Synthèse des ateliers prospectives pour une métropole inclusive : <https://cite-ressources.org/Ressources/esquisse-dune-metropole-inclusive-une-metropole-des-possibles-4>

-Compte rendu de la rencontre régionale « Quartiers en transition »

Rediffusion de la rencontre : <https://www.youtube.com/watch?v=hhs0CeIDIZQ&t=8s>

-Compte rendu des principaux échanges et diaporamas : <https://cite-ressources.org/Ressources/quartier-en-transition-nouveaux-regards-nouvelles-pratiques-4>

-Compte rendu de la première journée de rencontre QPVert : https://cite-ressources.org/sites/default/files/ressources/2021-11/CR%20Journe%CC%81e%20QPVerts_0.pdf

Démarche interne

- Des salariés sont engagés dans des démarches autour d'actes écologiques à un niveau individuel (mobilité douce, consommation durable et responsable, démarches zéro déchets, compost et recyclage).

- Réflexion en cours par l'équipe pour mieux prendre en compte les enjeux écologiques de nos pratiques professionnelles (mobilité, consommation d'énergie, choix des prestataires, consommation durables, réduction des déchets, pratiques numériques...).



Actions de sensibilisation et montée en compétences

Cycle “Des quartiers en transition” :

- #1 : Le renouvellement urbain à l'épreuve des changements climatiques, 20 novembre 2020 (visio)
- #2 Accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable, 19 février 2021 (visio)
- #3 Des matières premières épuisables : vers l'économie circulaire dans les quartiers prioritaires, 30 juin 2021 (visio)
- #4 Des mobilités inclusives pour les déplacements du quotidien, 5 novembre 2021, Dunkerque
- A venir (2022) : #5 Mutations de l'économie, 11 février 2022

Capitalisation des rencontres (les fiches d'expériences sont en cours)

-Le renouvellement urbain à l'épreuve des changements climatiques

<https://www.irev.fr/thematiques/des-quartiers-en-transition/1-des-quartiers-en-transition-20-novembre-2020-le>

-Accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable

<https://www.irev.fr/thematiques/des-quartiers-en-transition/2-des-quartiers-en-transition-19-fevrier-2021-accompagner>

-Des matières premières épuisables : vers l'économie circulaire dans les quartiers prioritaires

<https://www.irev.fr/thematiques/des-quartiers-en-transition/3-des-quartiers-en-transition-30-juin-2021-des-matieres>

Démarche interne

Afin de répondre aux enjeux de développement durable qui concernent chacun des agents, il est recherché une gestion durable, vertueuse et partagée du fonctionnement, en particulier sur :

- Les démarches de mobilités sobres (encouragement des déplacements en transport en commun, train, vélo, covoiturage) ;
- La recherche du réemploi et de l'insertion, le tri sélectif et la mobilisation des fournisseurs et prestataires en ce sens ;
- L'organisation vertueuse des événements : transport, nourriture (bio, locale, ouverte au plus grand nombre (végétarien en base) avec des solutions pour le non consommé, en limitant la production de déchets.

Actions de sensibilisation et montée en compétences

- Cycle de qualification et d'échanges « Transition écologique et solidaire des quartiers populaires », 4 journées en 2019-2020.
- Cycle de qualification et d'échanges « Transition alimentaire : quels défis pour les quartiers populaires ? », 4 journées en 2021-2022.
- Démarche inter-associative régionale sur les « Crises sociales et environnementales », en partenariat avec l'AURACS, le Graine AURA, IREPS, Mouvement associatif, 2021-2022.
- Atelier Résonance urbaine « Alimentation et précarité en milieu urbain à Genève », en partenariat avec l'université de Genève, 19 mai 2021.
- Journée du collectif santé sur le thème « Agir contre les inégalités environnementales et territoriales de santé », 13 juillet 2021.
- 8ème Journée de l'ingénierie territoriale : « Les transitions : un défi pour les professionnels », en partenariat avec Cap Rural, le Ciedel, Auvergne-Rhône-Alpes spectacle Vivant, 18 novembre 2021.

Capitalisation

- Synthèse de la journée « Participation des habitants et transition écologique des quartiers populaires », 8 octobre 2020 :
<https://www.labo-cites.org/rencontre/les-docs-de-la-journee-participation-des-habitants-et-transition-ecologique-des-quartiers>
- Retour sur le temps de réflexion inter-associatif : « Crises sociales et environnementales : pourquoi tout est relié ? », 3 mars 2021 :
<https://www.labo-cites.org/rencontre/retour-sur-le-temps-de-reflexion-inter-associatif-crises-sociales-et-environnementales>
- « Montagnez-vous, l'éducation à l'environnement en montagne », Sites et Cités, 20 novembre 2020 : <https://www.labo-cites.org/experiences/montagnez-vous-leducation-lenvironnement-en-montagne>
- « La récup' comme source de créativité et outil d'éducation à l'environnement à Saint-Étienne », Sites & Cités, 17 juillet 2020 :
<https://www.labo-cites.org/experiences/la-recup-comme-source-de-creativite-et-outil-deduction-lenvironnement-saint-etienne>

Démarche interne

- En mars 2021, à l'occasion du départ du chargé de mission « développement économique » le profil de poste a été modifié pour y intégrer la transition écologique.
- Réflexion en cours par l'équipe salariée pour contribuer à une meilleure prise en compte des transitions (déplacements, prestataires, achat de fournitures, envoi mails...).



Actions de sensibilisation et montée en compétences

Cycle Alimentation sociale et solidaire les 2 février et 25 février 2021

Il s'est décliné en deux séances :

- une séance d'acculturation avec intervention d'experts et porteurs de projet
- une séance de Passage à l'action avec des études de cas et des témoignages :
 - L'alimentation et la cuisine, vectrices de solidarité, de mixité sociale et de développement local
 - Repérer et travailler avec les acteurs de l'alimentation et de la solidarité
 - Comment un système alimentaire local peut-il être porteur d'insertion et d'emploi ?
 - Approvisionner l'aide alimentaire en produits locaux, quels défis et quelle stratégie ?

Capitalisation

-Question de culture, une offre d'insertion complète sur le Bergeracois

-La Maison Interculturelle de l'Alimentation et des Mangeurs de Bordeaux Nord (MIAM) - page 23 du document

-"Le composteur de mots : l'environnement et la maîtrise de la langue, des leviers à l'insertion"
Expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)

-Plaxtil : la start-up qui utilise l'économie circulaire et l'écologie en tant que vecteurs d'emploi

Démarche interne

Le centre de ressources Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine est situé au sein de l'éco-système Darwin à Bordeaux. L'équipe du centre de ressources est de fait sensibilisée aux sujets de la transition via des pratiques de tri de déchets assez poussées, de mobilité vertueuses (vélo, système de voiture partagée), de récupération de matériaux (économie circulaire, approche low tech), etc.

En 2022, un groupe projet partenarial va travailler sur les transitions de manière transversale (urbain et rural), pour alimenter le programme d'actions.

En interne, chaque chargé de mission va prendre en compte la transition en lien avec les cadres contractuels des politiques publiques (contrat de ville, contrats territoriaux avec la région, revitalisation centre-ville et bourgs, fonds européens...).

Actions de sensibilisation et montée en compétences

- Matinée d'échanges « De la Fourche à la fourchette : des leviers pour une gouvernance alimentaire territoriale », en partenariat avec l'agglomération Roissy Pays de France (95), 1 demi-journée, 4 décembre 2019.
- Démarche d'appui-accompagnement à la coopérative d'acteurs nutrition de l'Est du Val d'Oise, 2019-2020-2021-2022.
- Atelier fresque du climat, 1 demi-journée, 8 septembre 2020.
- Matinée d'échanges « De la Fourche à la fourchette : coopération & résilience : de l'agriculture à l'alimentation », en partenariat avec l'agglomération Roissy Pays de France (95), 1 demi-journée, 24 septembre 2020.
- Journée socle « Inégalités et transition écologique : des enjeux aux initiatives locales » dans le cadre du lancement du cycle de qualification « transition écologique et quartiers populaires », 8 octobre 2020.
- Journée thématique « Mobilités durables : des enjeux aux perspectives locales » dans le cadre du cycle de qualification « transition écologique et quartiers populaires », 3 février 2021.
- Journée thématique « Comment assurer l'accès pour toutes et tous à une alimentation durable et de qualité ? » dans le cadre du cycle de qualification « transition écologique et quartiers populaires », 18 et 20 mai 2021.
- Journée thématique « Quelle(s) économie(s) circulaire(s) et solidaire(s) pour les quartiers populaires ? » dans le cadre du cycle de qualification « transition écologique et quartiers populaires », 18 novembre 2021.

Capitalisation

- Fiche expérience « Coopérative d'acteurs nutrition : de la compréhension des habitudes alimentaires à la coconstruction d'actions avec et pour les habitants », décembre 2019 : <https://poleressources95.org/app/uploads/2020/01/fiche-exp-d%C3%A9cembre-2019.pdf>
- Fiche expérience « L'association Wimoov : des mobilités durables pour favoriser l'insertion professionnelle », avril 2020 : <https://poleressources95.org/app/uploads/2020/04/fiche-exp-avril-2020.pdf>
- Fiche expérience « Une librairie solidaire pour favoriser l'accès à la culture grâce à l'économie circulaire », octobre 2020 : <https://poleressources95.org/app/uploads/2020/10/fiche-exp-octobre-2020.pdf>
- Restitution de la journée socle « Inégalités et transition écologique : des enjeux aux initiatives locales » dans le cadre du lancement du cycle de qualification « transition écologique et quartiers populaires », 8 octobre 2020 : <https://poleressources95.org/app/uploads/2021/05/Restitution-In%C3%A9galit%C3%A9s-Transition-du-8-octobre-2020.pdf>
- Note rapide « La transition, un levier de développement pour les quartiers populaires » en partenariat avec l'Institut Paris Région, avril 2021 : <https://poleressources95.org/app/uploads/2021/04/NR-pole-ressources-et-IPR.pdf>
- Fiche expérience « Le jardin Gorki, une terre fertile pour l'agriculture urbaine et populaire », juin 2021 : <https://poleressources95.org/app/uploads/2021/06/fiche-exp-juin-2021.pdf>

Démarche interne

- Engagement de l'équipe : participation notamment à des ateliers de formation sur la fresque du climat et la fresque de l'économie circulaire, à des conférences en lien avec le sujet (ATD Quart Monde, mouvement des colibris...)
- Engagement des administrateurs : intérêt pour le sujet et validation du programme d'actions en lien avec l'agenda 21, l'alimentation...

Actions de sensibilisation et montée en compétences

-Cycle Quartiers en transition 2020

Chacune des sessions comporte une webconférence de 2h, une revue de presse thématique, une interview avec un.e. expert.e et deux à trois reportages de terrain.

- Session 1. Agriculture & Alimentation- du 29 au 3 juillet 2020
- Session 2. Économie circulaire – du 6 au 10 Juillet 2020
- Session 3. Solidarité et résilience – du 7 au 11 septembre 2020
- Session 4. Pratiques informelles – du 14 au 18 septembre 2020

-Cycle Quartiers en transition 2021

Chacune des sessions comporte une webconférence de 2h, une revue de presse thématique, une interview avec un.e. expert.e et deux à trois reportages de terrain

- Session 1 – Biodiversité et quartiers- du 24 au 28 mai 2021
- Session 2 – Mobilité et quartiers. Désenclaver ne suffit plus- du 31 mai au 4 juin
- Session 3 – Démocratie et quartiers- du 14 au 18 juin
- Session 4 – Quartiers inclusifs. Penser et animer des espaces habités par tout.e.s, pour tout.e.s- du 21 au 25 juin

Capitalisation

-Synthèse du cycle 2020 : QET1-VF-Vnumerique.pdf (resovilles.com)

-Synthèse du cycle 2021 : QenT2_web-1.pdf (resovilles.com)

-Toutes les vidéos : Quartiers en transition - Résovilles (resovilles.com)

Démarche interne

A partir de mars 2020, chaque chargé.e de mission doit aborder au moins une fois le sujet « transition » dans sa thématique.

Mobilisation de l'équipe sur empreinte carbone de l'activité RésOVilles (passage de 2 à 1 voiture, déplacement à vélo systématique et voyages en train privilégiés, signature du « pack mobilité » de Nantes Métropole)

La transition ou plutôt les transitions concernent une grande diversité de sujets (alimentation durable, logement, mobilité, emploi, modèle démocratique, numérique et l'accès aux droits...) qu'il est nécessaire de prendre en compte dans les QPV, en y associant pleinement les habitants. Nos actions en matière de transitions s'articulent autour de :

- Un lien constant et/ou des partenariats avec divers acteurs : la Région Bourgogne Franche-Comté, la DREAL, Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), l'UNADEL, acteurs de terrain (ex : Pirouette Cacahuète, In'terre Activ, Ateliers Nomades, etc.)
- Une participation active à des actions de sensibilisation et mises en débat locales, depuis plusieurs années, comme par exemple :
 - Séminaire de trois jours "Les rencontres urbaines : éducation à l'environnement urbain, un enjeu de société" (co-organisé par Trajectoire Ressources, PMA et l'URCPIE de Franche-Comté) où plusieurs ateliers thématiques ont été co-animés par Trajectoire Ressources (ex : le jardin partagé, la nature en ville, l'écomobilité, l'accès à une alimentation saine, etc...)
 - Des expérimentations environnementales menées in situ avec les habitants des quartiers, dans le cadre des programmes de rénovation urbaine sur la gestion des friches urbaines (mise en place de potagers mobiles pour expérimenter une occupation des espaces vides) ;
 - La co-préparation et/ou co-animation de rencontres régionales sur la transition écologique dans les quartiers prioritaires organisées par nos grands partenaires institutionnels (ex : DREAL en 2017, Région Bourgogne Franche-Comté en 2018)
 - Participation aux rencontres et ateliers organisés dans le cadre de la recherche-action participative "BFC en transition" (démarche qui repose sur des expérimentations territoriales visant la mise en synergie des acteurs vers la transition écologique et solidaire).
- Une réflexion engagée en interne, qui associe la gouvernance de Trajectoire Ressources et les salariés pour définir la manière dont notre CRPV souhaite se saisir du sujet et son application au sein de la politique de la ville. Cette réflexion vise à inscrire les transitions comme un véritable enjeu de notre programme de travail annuel, autour de 3 grands axes :
 - S'informer et se former : continuer le travail de veille active, de partage de connaissance, voire de qualification / formation de l'équipe pour nous permettre d'être mieux "armés" et "affûtés" sur le sujet des transitions
 - Informer – sensibiliser les acteurs : temps d'échange et de sensibilisation en visioconférence sur la transition écologique en partenariat avec l'Unadel, journée d'étude en partenariat avec l'IUT Belfort-Montbéliard sur la transition démocratique, publication "Journal des Acteurs de la Ville" (retours d'expérience de terrain, réflexions, etc.)...
 - Mobiliser les acteurs : mobiliser les élus locaux, installer un "conseil économique environnemental" à l'échelle régionale, expérimenter une recherche-action sur les transitions autour du "bien-être/bien-vivre en QPV" sous l'angle de l'environnement et des déterminants de la santé (logement, vie culturelle, alimentation, vie sociale, etc.), dans une approche inter-acteurs et transversale.

Actions de sensibilisation et montée en compétences

-Journée régionale des animateurs et animatrices des conseils citoyens sur les ODD – 2019.

-Lancement d'une collecte participative de graines de résilience dans les quartiers – 2021.

Capitalisation

-Restitution journée régionale des animateurs des conseils citoyens - 2019.

-La gestion des déchets au prisme du développement durable co-édition Villes au Carré et RésOvilles – 2020.

Démarche interne

> Montée en compétences interne sur les transitions pour s'engager sur les transitions dans les quartiers :

- Parcours d'expérience sur l'ODD 17 avec Le Rameau en 2018

=> Reconnaissance catégorie Cèdre du Liban de la Fondation pour la co-construction du bien commun en 2020 et soutien du Fonds ODD 17 pour 2021-2022

- Cycle 2020 de l'IHEDATE Les territoires et l'impératif écologique - Soutien ANCT

- Participation à la COP régionale Centre-Val de Loire Urgence climatique et sociale

- Co-animation du club transitions et quartiers du RNCRPV avec Labo Cités puis RésOvilles

- Formation à l'animation de la fresque du climat en 2021

- Formation au récit à impact positif avec Territoires audacieux, membre de la fabrique des transitions

- Formation à la résolution de problèmes "Pad problème" pour intervenir sur les transitions dans les quartiers (test en cours sur les transitions dans le fonctionnement de Villes au Carré)

- Recrutement d'une personne à mi-temps sur les transitions en 2021

> Évolution du projet associatif de Villes au Carré

Depuis 2020 avec un marché public : Villes au Carré est Chef de file du groupement d'animation du réseau régional Oxygène, Lab des transitions en Centre-Val de Loire (sur tous les territoires)

Fin 2021 : Finalisation d'un projet de 2 ans sur les transitions dans les quartiers, avec le soutien de la DREETS, la Région, la banque des territoires, et sollicitation en cours du soutien de l'ADEME :

- Collecte collaborative de graines de résilience
- Cycle de sensibilisation régionale et inter-départementales avec la fresque du climat et la fresque de la renaissance écologique
- Formation à la résolution des problèmes de transition dans les quartiers
- Accompagnement de deux contrats de ville de villes moyennes pour s'inscrire dans des démarches de transition

Actions de sensibilisation et montée en compétences

Cycle de rencontres en visioconférences qui croisent interventions d'experts et témoignages d'acteurs :

- Accès à une alimentation durable. Quelles initiatives et quels enjeux dans les quartiers ? Webinaire, 26 janvier 2021, avec la présentation d'initiatives à Montpellier, Toulouse, Vauvert et les retours d'une recherche-action réalisée par le Leiris.
- Transition écologique et politique de la ville : quelles convergences ? Webinaire, 30 juin 2021, avec en particulier un éclairage sur l'enjeu de la connaissance et de la reconnaissance des inégalités environnementales", et le point de vue d'élus locaux, en l'occurrence d'une petite ville, sur la manière dont ils appréhendent sur le terrain l'articulation entre transition écologique et politique de la ville.
- A venir (mars 2022) : la transition écologique sous l'angle de l'opportunité qu'elle peut représenter pour les habitants des QPV en termes d'emplois : avec un focus sur l'enjeu que représente la formation aux « métiers de la transition écologique », et un retour sur des initiatives qui favorisent l'accès d'habitants des quartiers à des "emplois verts".

-Et aussi : les enjeux de transition écologique ont été abordés dans le cadre d'un webinaire de sensibilisation et de montée en compétence sur les clauses environnementales dans les marchés publics au bénéfice des quartiers, le 17 novembre 2020

Capitalisation (synthèse des webinaires)

-Transition écologique et politique de la ville : quelles convergences ?

-Accès à une alimentation durable. Quelles initiatives et quels enjeux dans les quartiers ?

-Circuits courts, agriculture urbaine, recyclage... et le levier majeur que représente une politique volontaire d'achats responsables in Cycle emploi et quartiers, p. 17 à 29

Démarche interne

Poursuite du travail de capitalisation, engagé début 2020, d'initiatives inspirantes en matière de transition écologique dans les quartiers avec notamment un travail en cours de réalisation de vidéos.



Politique de la ville et transitions Recueil d'initiatives locales

Ce recueil présente des initiatives locales contribuant à la transition dans les quartiers politique de la ville. Fruit d'une sélection parmi les initiatives repérées et/ou capitalisées par les centres de ressources politique de la ville, il ne prétend pas à l'exhaustivité.

Ont contribué à ce recueil les CRPV ayant retenu ce sujet dans le cadre de l'appel à contributions de l'ANCT (Cité ressources, IREV, Labo Cités, Pôle ressources et développement social, PQN-A, RésO Villes, Trajectoire Ressources, Villes au Carré, Villes et Territoires Occitanie) ainsi que Profession Banlieue et Ressources Urbaines (CRPV 91-94-77) qui participent aux travaux du Club "Transitions et Quartiers" du réseau national des CRPV.

CITÉ RESSOURCES	27
IREV	30
LABO CITÉS	33
PÔLE DE RESSOURCES VILLE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL	38
PQN-A	42
RÉSOVILLES	47
TRAJECTOIRE RESSOURCES	50
VILLES AU CARRÉ	54
VILLES ET TERRITOIRES OCCITANIE	60
PROFESSION BANLIEUE	64
RESSOURCES URBAINES	65

CITÉ RESSOURCES

Plan d'urgence alimentaire	
Nom du porteur (catégorie)	Métropole Aix Marseille Provence et son Lab des Possibles (communauté d'acteurs mobilisés divers dont service cohésion sociale de AMP, Cité Ressources, La Fabrique du Nous, etc.)
Descriptif de l'initiative	Mise en place d'un plan d'urgence alimentaire durant le premier confinement. Des réponses rapides se sont déployées pour conjuguer l'urgence alimentaire vécue par les familles les plus fragiles des QPV ainsi que les difficultés d'écoulement des stocks de produits frais des agriculteurs de l'ouest des Bouches du Rhône. Prenant appui sur le Lab des Possibles, les services de la politique de la ville et l'ingénierie du Projet Alimentaire Territorial, le plan d'urgence alimentaire a permis, durant plus d'un mois, la distribution de 30.000 paniers de fruits et légumes frais, 24.000 chèques services de 10 euros et 20.000 pains de garde dans 16 villes d'AMP. Au total, entre 21.000 et 30.000 personnes par semaine auront bénéficié de cette aide. Fruit d'un travail partenarial fort et rapproché, la chaîne logistique qui s'est structurée a permis de manière agile de mieux faire face à la crise sanitaire.
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	QPV de la métropole Aix Marseille Provence / Bouches-du Rhône (13)
Mots clés (thématiques)	Alimentation, crise alimentaire
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Développement économique

Création d'un jardin partagé au sein d'un collège ouvert aux habitants	
Nom du porteur (catégorie)	Collège Renoir à Marseille dans le cadre de la cité éducative Malpassé Corot
Descriptif de l'initiative	Création d'un jardin partagé au sein du collège accessible aux élèves et ouvert aux familles hors temps scolaire. Le diagnostic de la cité éducative de Malpassé Corot à Marseille pointait les manques en matière de qualité d'espace public et d'espaces verts et de lieux favorisant les rencontres. Le collège, appuyé par l'association Le Paysan Urbain, a créé un jardin en son sein qui a la particularité d'être ouvert aux familles le week-end et pendant les vacances. Ce projet illustre l'enjeu d'ouverture des établissements scolaires et le potentiel des jardins en termes de production et de lien social. Support d'activités pédagogiques, il est également connecté aux projets de jardin et de sensibilisation à l'environnement menés par les écoles du 1er degré du secteur.

Territoire d'intervention : QPV / ville / département	QPV et Cité éducative Malpassé Corot / Marseille / Bouches du Rhône (13)
Mots clés (thématiques)	Jardins, éducation, cohésion sociale
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Cadre de vie

Budget participatif Air Bel	
Nom du porteur (catégorie)	Métropole AMP (service politique de la ville et cohésion sociale) en lien avec le Lab des possibles (dont Cité Ressources) et l'appui de l'Université du Citoyen
Descriptif de l'initiative	<p>Depuis trois ans le service cohésion sociale de la métropole AMP et son Lab des possibles déploient des expérimentations de budget participatif au sein des QPV. En 2021, il a été décidé de tester un BP expérimental dédié aux enjeux de transitions écologiques et sociaux, de 90.000 euros sur le QPV d'Air-Bel à Marseille.</p> <p>La méthodologie du projet suppose la mise en place de différentes étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lancer la démarche auprès des habitants et constituer un groupe identifiant les besoins, les envies, les enjeux ; - la mise en place d'atelier solutions en lien avec des structures susceptibles d'apporter des réponses ; - la co-écriture avec le groupe d'un appel à manifestation d'intérêt ; - la proposition d'actions-solutions, présentées à travers divers médias (vidéo, réseaux sociaux, flyers, panneaux dans l'espace public...) ; - la votation dans l'espace public par les habitants du quartier sur les propositions qu'ils jugent prioritaires ; - la mise en œuvre des actions. <p>Le terme "transitions", jugé trop "bobo", a rapidement été évacué par les habitants porteurs de la dynamique. Néanmoins les besoins, envies et enjeux identifiés par ce même groupe n'étaient pas du tout éloignés des enjeux de transitions. Ils convergeaient vers des ambitions de plus grande qualité de vie, de projection vers un futur plus en lien avec l'environnement proche, de liens sociaux renouvelés, etc. De nombreuses actions-solutions ont été proposées (cf. https://youtu.be/mgq9E9lit2g) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'une conciergerie solidaire et de repas solidaires (amicale des locataires et conseil citoyen) ; - les "skippers d'Air-Bel" (réparation de bateaux, découverte de la mer et de la navigation) avec l'UCPA et les "Armateurs solidaires" ; - recyclerie sportive et actions autour de la réparation et de la pratique du vélo ; - Projet alliant sport et éco-citoyenneté avec les Calanques Propres ; - Muses urbaines avec des rencontres inter-culturelles et la fabrication du plus grand repas du monde ; - fabrication de pain bio et distribution dans les écoles pour le petit déjeuner avec Pain et Partage ;

	<ul style="list-style-type: none"> - des sorties et des camps pour les jeunes permettant la découverte des territoires environnants et des milieux avec la Jeunesse d’Air-Bel ; - verdissement et marché aux fleurs avec “Il fait bon vivre dans ma cité” ; - savoir nager et découverte de la mer avec Le Grand Bleu ; - etc.
Territoire d’intervention : QPV / ville / département	QPV d’Air Bel / Marseille / Bouches-du-Rhône (13)
Mots clés (thématiques)	Budget participatif, transition
Piliers du CDV et axes transversaux (participation, jeunesse, EFH)	Participation citoyenne Cohésion sociale

Rendre accessible une alimentation durable de qualité	
Nom du porteur (catégorie)	Association “Pain et Partage” et la Cité de l’agriculture à Marseille
Descriptif de l’initiative	<p>La Cité de l’agriculture a pour objectif de rendre accessible une alimentation durable de qualité pour toutes et tous. Lancé en octobre 2019, le projet “Opération Désert Alimentaire” inclut ainsi une série d’actions autour de l’accès à l’alimentation, associées à des activités de sensibilisation. Parmi elles, la préfiguration d’un groupement d’achat. Le constat est que sans une offre de qualité accessible sur un territoire, les habitant.e.s n’ont pas le choix de leur alimentation et les discours sur l’alimentation durable restent à l’état d’incantations, hors-sol et souvent culpabilisantes.</p> <p>C’est ainsi que début 2021, la Cité de l’agriculture s’associe à Pain et Partage et l’association VRAC pour le lancement du projet VRAC à Marseille !</p> <p>Les trois premiers groupements ont été lancés dans le 15e arrondissement : à la cité des Aygalades, à La Viste et à Campagne Lévêque, avant d’essaimer dans d’autres quartiers.</p>
Territoire d’intervention : QPV / ville / département	QPV du 15ème arrondissement de Marseille / Bouches-du-Rhône (13)
Mots clés (thématiques)	Alimentation, santé
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Développement économique

Dépasser une logique « par défaut » de lutte contre la précarité alimentaire	
Nom du porteur (catégorie)	Les Anges Gardins (association)
Descriptif de l'initiative	<p>L'association Les Anges Gardins a initié la mise en place de la MANNE, Monnaie d'une Autre Nature pour de Nouveaux Echanges. Cette monnaie est distribuée aux habitants (plus de 200 habitants impliqués) qui participent à des chantiers environnementaux et qui s'engagent dans des actions coopératives : aider à la récolte des légumes, fabriquer du mobilier, désherber, participer et animer des ateliers. Elle leur permet en contrepartie d'accéder à des paniers de fruits et de légumes bio issus des maraîchages gérés par l'association, des produits des commerçants locaux partenaires, ou encore des plats et boissons distribués au sein du Tiers-Lieux du Ménadel situé à Loos-en-Gohelle.</p> <p>Cette dynamique a vocation à s'amplifier avec le projet d'archipel des mines porté par l'intercommunalité avec l'association Les Anges gardins, lauréat de la deuxième phase de l'appel à projets de l'ANRU, "Quartiers fertiles". Dans un contexte de marché du logement sans tension, ce projet a vocation à transformer l'usage des espaces fonciers libérés par les projets de renouvellement urbain (NPNRU et rénovation des cités minières via l'Engagement pour le renouveau du bassin minier) en projets d'agriculture urbaine transitoire voire durable. Le projet d'archipel se développe sur 4 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une activité de production adaptée à la ville (avec une préférence donnée aux arbres fruitiers, du fait d'absence de production massive à proximité immédiate et de l'absence de circuits courts) ; • le réinvestissement des espaces extérieurs par les habitants (alors que le territoire compte un grand nombre de cités jardins, certains habitants ne sont pas en mesure de cultiver leurs jardins et peuvent créer des liens avec d'autres susceptibles d'entretenir les jardins) ; • le développement de liens avec des partenaires comme Agro ParisTech pour se saisir de la problématique de la pollution des sols : expérimentation de techniques alternatives pour cultiver les sols, en utilisant des essences moins sensibles à la pollution, nettoyage du sol... ; • une dynamique d'emplois inclusifs (environ 25 emplois générés par le projet).
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Loos-en-Gohelle / CA Lens-Liévin/ Pas-de-Calais (62)
Mots clés (thématiques)	Alimentation, renouvellement urbain, lien social
Piliers du CDV et axes transversaux	Renouvellement urbain Cadre de vie Participation citoyenne Cohésion sociale

Le logement social en transition vers l'économie circulaire

Nom du porteur (catégorie)	Maisons & Cités (bailleur social)
Descriptif de l'initiative	<p>L'opportunité liée au volume de réhabilitations annuelles menées par ce bailleur social, engagé dans l'Engagement pour le renouveau du Bassin Minier (ERBM) et le NPNRU, l'a poussé à développer de nouvelles filières de réemploi et de recyclage. Ainsi, le bailleur inscrit désormais dans les cahiers des charges de travaux des critères de réemploi pour la production de nouveaux équipements et/ou matériaux.</p> <p>Le bailleur mène également des travaux concernant les éco-matériaux et plus particulièrement la filière chanvre. Dans cette perspective, l'utilisation de matériaux bio ou géo-sourcés est un autre levier pour aller vers un aménagement circulaire, qui permet de faire converger les constructions vers des matériaux moins carbonés et plus économes en ressources.</p> <p>Les démarches de réemploi menées de manière volontariste par le bailleur s'inscrivent dans les démarches de labellisation environnementale telle que le E+C-. Des opérations qui contribuent à la réduction de l'impact environnemental de la construction mais aussi à la transition d'un patrimoine singulier et au confort de ses habitants.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	QPV du bassin minier (contrats de ville Valenciennes Métropole, Porte du Hainaut, Douaisis, Coeur d'Ostrevent, Hénin-Carvin, Lens-Liévin, Béthune-Bruay-Artois-Lys-Romane) / Nord (59) et Pas-de-Calais (62)
Mots clés (thématiques)	Économie circulaire, renouvellement urbain, logement social
Piliers du CDV et axes transversaux	Cadre de vie-habitat Développement économique

Ressourcerie - Recyclerie

Nom du porteur (catégorie)	Association Au bas de l'Aisne
Descriptif de l'initiative	<p>Divers constats ont amené les collectivités locales et le bailleur social Clésence à développer une ressourcerie-recyclerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une perte de services et une relocalisation du centre-social sur un autre site ; - Une problématique prégnante de gestion des encombrants et la volonté d'installer des points d'apports volontaires par le service déchets de l'intercommunalité ; - Une volonté d'occuper l'espace face à des problématiques de trafics. <p>Le bailleur social a ainsi mis à disposition un local pour accueillir la ressourcerie. Il s'est notamment appuyé sur un réseau d'habitants constitué à l'occasion de « bricol'cafés », ateliers de réparation / repair-café, ayant démontré un réel attrait pour l'activité de bricolage.</p> <p>La ressourcerie comprend également un espace friperie et des ateliers de «</p>

	relooking » sont organisés par l'animatrice... Un point CAF a également été ouvert au sein des locaux afin de permettre aux habitants d'accéder aux services. Pour mener à bien ce projet, divers financements sont mobilisés, en premier lieu l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB).
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Blanchard/ Château-Thierry/ Aisne (02)
Mots clés (thématiques)	Entretien des logements, économie d'énergie, réparation - bricolage, friperie, accès aux services, accès au droit

Un poste dédié au développement durable au sein du centre social

Nom du porteur (catégorie)	Centre social de Le Portel
Descriptif de l'initiative	<p>Basée au centre social de Le Portel, l'animatrice aide les habitants à mettre en place des initiatives de développement durable (jardins partagés, composteur...)</p> <p>Cette initiative crée un lien de proximité et permet d'engager la discussion sur les thématiques du développement durable. Sur la thématique déchet, la démarche de sensibilisation s'est articulée autour de deux visites de sites : le centre de tri de Saint Martin et le centre d'enfouissement de Dannes.</p> <p>En parallèle, cet ancrage au sein des quartiers prioritaires a permis l'organisation d'ateliers thématiques à l'échelle communale. Ainsi, à la suite des démarches de sensibilisation, le centre social a organisé des ateliers de co-construction de jardins et d'espaces verts dont le quartier prioritaire des Résidences a pu bénéficier. Tout d'abord, la municipalité a eu la volonté de concerter les habitants sur l'usage futur d'emprises foncières initialement dédiées à des projets de construction immobilière, ce qui a donné naissance au « jardin des femmes ».</p> <p>Cette concertation reposait sur un diagnostic préalable ayant également permis d'inclure les habitants à une large échelle dans le débat.</p> <p>Cette concertation a conduit à une participation active des habitants à la réalisation de ces espaces via la plantation d'arbres et la fabrication de mobilier urbain.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Les Résidences / Le Portel / Pas-de-Calais (62)
Mots clés (thématiques)	Cadre de vie, gestion des déchets, jardins partagés
Piliers du CDV et axes transversaux	Participation citoyenne

Pièces Montées	
Nom du porteur (catégorie)	Centre social Le Babet, puis association
Descriptif de l'initiative	<p>Favoriser la création et développer le lien social tout en protégeant l'environnement, c'est le pari de la boutique Pièces montées inaugurée en mai 2019 dans le quartier prioritaire Tarentaize-Beaubrun-Couriot à Saint-Étienne. L'association récupère les chutes de production issues de l'industrie locale (carton, papier, textile, cuir, ruban, verre, miroir, métal, plastique, bois, polystyrène...) et les revend à un tarif solidaire dans une logique d'économie circulaire. Des ateliers pour tous publics sont également organisés pour créer des objets (du quotidien ou décoratifs) et s'initier aux arts plastiques et au design, le tout en sensibilisant les participants aux questions environnementales.</p> <p>Pour fonctionner, la boutique dispose de personnel du centre social Le Babet, qui a initié le projet en 2018, et d'un fidèle réseau de bénévoles. Côté financement, le projet a bénéficié au démarrage d'une aide de la fondation Vinci pour acquérir le précieux véhicule qui permet la collecte des matériaux auprès des entreprises. Le centre social porte financièrement le projet grâce à une subvention politique de la ville. En outre, pour bénéficier des activités, il faut adhérer à l'association (3 euros/an).</p> <p>Depuis son ouverture, plus de 200 adhérents ont poussé la porte de la boutique et ils sont majoritairement issus du reste de la ville : familles, étudiants en art et design, personnes âgées, bricoleurs, adhérents du centre social...</p> <p>La suite ? La coordinatrice du projet, Karima Chouchou, et l'animatrice des ateliers, Lucile Ferrare, envisagent de développer des ateliers créatifs auprès des centres de loisirs, crèches, écoles et toute autre structure intéressée afin de pérenniser et de conforter financièrement le projet, désormais constitué en association indépendante.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	QPV Tarentaize, Beaubrun, Courot / Saint-Étienne / Loire (42),
Mots clés (thématiques)	Lien social, développement durable, économie circulaire, association
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique Cohésion sociale

Mountain Riders	
Nom du porteur (catégorie)	Association Mountain Riders
Descriptif de l'initiative	<p>Mountain Riders, c'est une joyeuse "bande de moutons" libres, passionnés et engagés, domestiqués sous forme d'association d'éducation à l'environnement et au développement durable en montagne depuis 2001. Le défi : informer, sensibiliser, éduquer, sans moraliser.</p> <p>En 2015, est lancé le projet « jeunes, montagnes, éco-citoyens », suite à un constat effectué à l'issue d'interventions pédagogiques dans les établissements scolaires et périscolaires. Il s'avère que de nombreux jeunes chambériens, souvent issus des quartiers politique de la ville, ne connaissent pas ou trop peu l'environnement montagnard qui les entoure. Leur vision de la montagne est surtout synonyme "d'effort, d'ennui, de difficulté", alors qu'ils sont en même temps demandeurs d'aventure, d'autonomie, de défis individuels et collectifs. Les objectifs du projet sont simples : aller voir, vivre, sentir, toucher, rencontrer, goûter, tester... ce qui se passe dans les montagnes proches.</p> <p>Renommé « Montagnez-nous ! » cinq ans plus tard, ce dispositif est aujourd'hui une démarche de territoire à l'échelle de l'agglomération chambérienne. Il est soutenu par la Ville de Chambéry et Grand Chambéry, la DDCSPP (direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) de la Savoie, le Département de la Savoie, les PNR (parc naturel régional) des Bauges et de la Chartreuse, et le parc national de la Vanoise.</p> <p>En 2020, malgré les contraintes liées à la crise sanitaire, 11 groupes issus de structures jeunesse et/ou sociales ont été accompagnés dans le cadre de projets montagne (itinérances, nuitées en refuge, bivouacs), soit 160 participants jeunes et moins jeunes, essentiellement issus des quartiers populaires. En parallèle, des temps d'échange-formation sont également menés afin que les professionnels montent en compétences et soient de plus en plus autonomes.</p> <p>Le contexte actuel de crise sanitaire incite à poursuivre et à faire évoluer le dispositif « Montagnez-nous ! ». La montagne et son univers sont réels. Et se confronter à ce réel a des vertus structurantes pour tout le monde.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Chambéry / Savoie (73)
Mots clés (thématiques)	Éducation, jeunesse, développement durable, participation des habitants/citoyenneté
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Jeunesse

La Coop des Dômes	
Nom du porteur (catégorie)	Association, épicerie locale
Descriptif de l'initiative	<p>Le 17 novembre 2018 s'est ouvert un magasin pas comme les autres : « La coop des Dômes », la première épicerie qui est à la fois coopérative et participative de Clermont-Ferrand.</p> <p>Situé au cœur du quartier prioritaire des Vergnes, ce magasin de 200 m² n'accueille pas de client mais des coopérateurs. Chaque membre adhère à l'association et donne bénévolement 2 heures 30 de son temps tous les mois pour la faire fonctionner. En retour, il accède aux produits du magasin, qui sont de qualité (locaux, bio, équitables, sains) et entre 20 à 40% moins chers à qualité équivalente. Ces produits proviennent en partie de 40 producteurs locaux différents, mais aussi de 8 grossistes.</p> <p>Le fonctionnement du magasin est désintéressé. Il est à but non lucratif et à gestion démocratique et appartient donc à ses membres qui en sont les seuls propriétaires et décisionnaires. L'épicerie est aussi un tiers lieu autour de la consommation locale et du vivre ensemble. Y sont organisés des rencontres, ateliers et projections de films autour de ces sujets. Un travail a d'ailleurs été mis en place en lien avec les bailleurs et la Ville pour inciter les habitants du quartier à participer à ces temps d'échanges.</p> <p>L'association compte aujourd'hui plus de 380 adhérents, preuve que la coopération et la consommation locale sont aussi de vrais enjeux pour les quartiers populaires.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartiers Nord Les Vergnes / Clermont-Ferrand / Puy-de-Dôme (63)
Mots clés (thématiques)	Alimentation, tiers-lieux, économie sociale et solidaire, citoyenneté/participation des habitants, agriculture
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique Cohésion sociale

Mur porteur	
Nom du porteur (catégorie)	Collectif
Descriptif de l'initiative	<p>Afin d'accélérer les projets d'économie sociale et solidaire (ESS) qui répondent aux besoins des habitants de leurs quartiers, six organismes de logement social de la métropole lyonnaise et trois autres partenaires* se sont réunis au sein du collectif « Mur porteur ».</p> <p>Cette idée provient d'un constat partagé : du côté des bailleurs, la multiplicité des interlocuteurs ne favorise pas le développement de l'ESS dans le champ de l'habitat social. De plus, nombre de porteurs de projets éprouvent le besoin d'un soutien mais dans des modalités plus souples que les programmes d'incubation ou d'accélération actuels.</p> <p>Ce collectif informel, animé par la CRESS Auvergne-Rhône-Alpes, vise donc à apporter un guichet unique pour faciliter la relation entre ces porteurs d'idées et les bailleurs. Un formulaire en ligne et un premier échange téléphonique permettent d'enregistrer et d'analyser les idées soumises. Les personnes retenues sont ensuite invitées à venir présenter leur projet de façon plus personnalisée lors d'une réunion trimestrielle. C'est un moment privilégié qui permet d'échanger et de décider ensemble du soutien qui peut leur être apporté. À titre d'exemple : une commande de la part du bailleur, l'accès facilité à des locaux d'activité, des financements, etc. La nature des projets soutenus reste très large pour garantir une souplesse d'action ; ils peuvent être à des stades d'avancement différents : émergence, en développement, en consolidation ou mature et en recherche d'implantation locale et d'essaimage. L'objectif reste toutefois de favoriser les interventions croisées de plusieurs bailleurs sociaux pour maximiser les chances de succès et de déploiement à grande échelle.</p> <p>« Mur porteur » permet ainsi la coopération territoriale et la mutualisation de compétences et d'expertises pour le développement de nouvelles solutions au service du bien-vivre dans les quartiers, notamment ceux en politique de la ville. Lancé fin 2018, le collectif a reçu en 2019 une dizaine de projets dont la moitié ont fait l'objet d'un conventionnement avec un bailleur, soit 30 000 euros investis.</p> <p>* Lyon Métropole Habitat, Est Métropole Habitat, Grand Lyon Habitat, Dynacité, Alliade Habitat, Vilogia, La Banque des Territoires, la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes et la CRESS Auvergne-Rhône-Alpes.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Métropole de Lyon / Rhône (69)
Mots clés (thématiques)	Économie sociale et solidaire, habitat/logement, développement territorial

Le 8 ^e Cèdre	
Nom du porteur (catégorie)	Bailleur, association, bureau d'études
Descriptif de l'initiative	<p>Au cœur du quartier des États-Unis dans le 8^{ème} arrondissement de Lyon, 1600 m² de parcelles dédiées à l'agriculture urbaine s'étendent en pied d'immeuble. Ce projet -co-piloté par Grand Lyon Habitat, le Grand Romanesco et Place au terrea- a démarré en juillet 2020 sous le nom de 8^e Cèdre.</p> <p>Espace solidaire innovant, il offre aux habitants du quartier des animations autour du développement durable en lien avec leur habitat et leur territoire. À partir d'un projet pédagogique commun, le 8e Cèdre propose des activités sur l'agriculture urbaine, l'alimentation durable et l'amélioration du cadre de vie, autour de trois espaces en interactions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le jardin permacole est un support pédagogique et de médiation avec les habitants. • La micro-ferme des États-Unis est une parcelle de maraîchage urbain, exploitée par deux maraîchers qui vendent en direct leurs légumes une fois par semaine. • La zone d'expérimentation pour la biodiversité propose de laisser place libre à la nature, avec un lombricomposteur en accès libre et une zone de dépollution des sols. <p>Ce projet expérimental a pour objectif d'améliorer le cadre de vie et d'évaluer le modèle économique de l'agriculture en ville, notamment avec la vente en direct de la production de légumes. Le 8^e Cèdre s'inscrit au cœur du projet de territoire, grâce à la coopération de nombreux acteurs, comme le centre social des États-Unis, Récup & Gamelle, le Pôle Santé et participe de la fabrique de la ville durable avec ses habitants.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier des États-Unis / Lyon 8 ^{ème} / Rhône (69)
Mots clés (thématiques)	Agriculture, alimentation, développement durable, économie sociale et solidaire, innovation sociale, citoyenneté/participation des habitants
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique Cadre de vie et renouvellement urbain Cohésion sociale

PÔLE DE RESSOURCES VILLE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Stratégie alimentaire territoriale - "De la Fourche à la fourchette"	
Nom du porteur (catégorie)	Agglomération Roissy Pays de France
Descriptif de l'initiative	<p>L'agglomération Roissy Pays de France se mobilise autour du défi territorial « alimentation durable » pour proposer une autre façon de consommer et dynamiser les capacités à faire face à la précarité et favoriser le pouvoir d'agir individuel et collectif.</p> <p>C'est dans ce cadre que la Communauté d'agglomération porte le projet « De la Fourche à la Fourchette » soutenu par l'ADEME (Ministère de la Transition écologique). Ce projet a pour objectif de développer une stratégie alimentaire territoriale, de rendre accessible l'alimentation durable, lutter contre le gaspillage alimentaire et relocaliser l'approvisionnement alimentaire.</p> <p>L'objectif global du défi territorial vise l'accessibilité de l'alimentation durable comprenant l'enjeu de lutte contre la précarité alimentaire, autrement dit il s'agit d'articuler "bien manger" et "le droit pour tous à une alimentation saine et durable". A ce titre, l'agglomération accompagne des projets innovants tels que l'essaimage de comptoir de restauration proposant une offre alimentaire alternative, accessible et durable en quartier politique de la ville (QPV). L'agglomération accompagne également des villes sur ces territoires au cœur de l'enjeu de précarité alimentaire, à développer des projets d'agriculture urbaine dans les quartiers.</p> <p>Des actions de sensibilisation à l'alimentation durable sont également portées par des acteurs du territoire : le Programme De la Graine à notre assiette avec les associations La Case, Equalis, Inven'Terre et R.E.R. Une action auprès des publics scolaires est également portée avec le soutien de l'Ecole Comestible : le Programme Comestible, un parcours pédagogique destiné à des écoles du territoire.</p> <p>Le projet De la Fourche à la Fourchette vise à accompagner et favoriser la mise en réseau d'une diversité d'acteurs pour veiller au maillage et l'équité territoriale dans les réponses apportées au profit d'une alimentation saine et durable.</p> <p>Grâce à sa démarche collective engagée en matière d'alimentation durable, Roissy Pays de France a d'ailleurs obtenu le label "Projet alimentaire territorial" reconnu par le ministère de l'Agriculture, en mars 2021.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Roissy Pays de France / Val d'Oise (95)
Mots clés (thématiques)	PAT, accessibilité à une alimentation durable et de qualité, lutte contre la précarité alimentaire, stratégie alimentaire territoriale
Piliers du CDV et axes transversaux	<p>Économie sociale et solidaire</p> <p>Santé</p> <p>Emploi et insertion</p> <p>Alimentation durable</p>

Logis-cité - La Croix Rouge insertion

Nom du porteur (catégorie)	La Croix Rouge insertion (association)
Descriptif de l'initiative	<p>Créé en 2016, LogisCité est un établissement de Croix Rouge Insertion, association dédiée au développement de l'emploi local comme levier contre la précarité. LogisCité inscrit son action sur le champ de la précarité sociale et énergétique ainsi que de l'insertion professionnelle. Face à la précarité énergétique qui touche les ménages pauvres, la structure propose différentes activités structurées autour de : l'animation de dispositifs de lutte contre la précarité énergétique, la formation de professionnel-le-s intervenant auprès des publics, et l'intervention auprès des ménages par des actions de sensibilisation.</p> <p>Les formations professionnelles dispensées s'adressent principalement à des personnes en insertion. Il s'agit de personnes en recherche d'emploi et éloignées de l'emploi, orientées par diverses structures de l'insertion : Pôle Emploi, CAP Emploi, PLIE ou encore les missions locales. Ces formations touchent en majorité des femmes âgées entre 45 à 50 ans.</p> <p>LogisCité forme ainsi des salarié-e-s en insertion professionnelle, médiateurs et médiatrices en économie d'énergie et d'eau. Il porte des actions d'information et de sensibilisation auprès des publics ayant des difficultés à payer leurs factures d'énergie et d'eau, et/ou à se chauffer correctement. Au travers de ses missions d'accompagnement, les salariés de LogisCité apportent des solutions concrètes (conseils sur les usages et l'installation d'équipement économe), permettant des économies d'énergie, notamment par le biais de diagnostic de consommation à domicile. Ces visites à domicile, menées par des médiateurs et médiatrices en binôme, durant 1 h 30 environ, offrent l'opportunité d'échanger sur les pratiques quotidiennes et de recréer du lien (notamment pour les personnes isolées). Près de 300 à 400 visites gratuites sont réalisées chaque année. Ces intervenant-e-s transmettent des conseils et orientent si besoin vers d'autres structures (comme les ALEC, Agence locale de l'énergie et du climat). Connaissant eux-mêmes la précarité sociale, les médiateurs et médiatrices en insertion professionnelle engagent des échanges de façon horizontale avec les publics bénéficiaires, entre groupe de pairs. Cela permet d'interroger plus aisément les usages et habitudes très ancrées et difficiles à faire évoluer (surconsommation de chauffage), de trouver les mots face à des ménages parfois résignés du fait de leur situation socio-économique, voire de jouer un rôle d'accès au droit (ex : aide médicale d'état).</p> <p>LogisCité tend à créer des liaisons entre des publics modestes, se trouvant parfois confrontés à l'insalubrité, et d'autres acteurs et actrices de la lutte contre la précarité. C'est au moyen de partenariat avec les bailleurs sociaux et les collectivités territoriales (Paris, Bagneux, EPT Est Ensemble) que les visites se déclinent via des structures locales : CCAS, centres sociaux ou associations. Issus en majorité du parc privé (régulièrement au sein de copropriétés en difficulté ou dégradées), les bénéficiaires acquièrent dans l'ensemble des pratiques quotidiennes de consommation énergétique plus vertueuses pour l'environnement et plus économes, ou enclenchent des évolutions de leurs équipements.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Ile de France

Mots clés (thématiques)	Habitat, énergie, précarité énergétique, emploi-Insertion
Piliers du CDV et axes transversaux	Emploi-insertion Cadre de vie Habitat

Librairie solidaire Aptimots	
Nom du porteur (catégorie)	Aptima, structure d'insertion par l'activité économique - SIAE
Descriptif de l'initiative	<p>La librairie Aptimots est portée par Aptima, l'Association de Promotion par le Travail pour l'Insertion par des Méthodes Adaptées. Cette Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) est née en 1976 comme un outil de prévention spécialisée, avec pour mission le retour à l'emploi des plus vulnérables. Elle intervient principalement sur la gestion des déchets (collecte, tri, recyclage, réemploi) sur le territoire de Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), gérant actuellement 8 déchetteries en délégation de service public, un centre de tri, une ressourcerie en chantier d'insertion « Aptiprix » située à Mantes-la-Jolie et une activité de démantèlement des équipements électriques et électroniques (DEEE). Elle emploie 120 personnes dont 80 salariés en insertion.</p> <p>Aux Mureaux, en plus de la librairie, Aptima gère également une équipe de propreté urbaine et de médiation dans le cadre de la Politique de la ville. Les deux-tiers de l'offre de livres d'Aptimots sont constitués par des ouvrages d'occasion qui sont apportés directement par les particuliers ou collectés chez eux. Le stock de départ de la librairie a été constitué par une donation de la bibliothèque départementale, qui a fermé ses portes en 2017. La librairie dispose d'une boutique, mais aussi d'un point de collecte et d'un atelier de valorisation dans lequel les livres sont triés et nettoyés. Les livres en mauvais état sont envoyés pour réutilisation et recyclage papier. Les livres qui ne peuvent pas être revendus sont transformés en pâte à papier par l'ESAT L'Envol, situé à Mantes-la-Jolie. L'Association s'inscrit ainsi dans une réponse à des enjeux sociaux mais aussi écologiques.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Les Mureaux (QPV) / Yvelines (78)
Mots clés (thématiques)	Insertion économique, économie circulaire
Piliers du CDV et axes transversaux	Culture Développement économique

Vélo-Cité, développement d'une « culture cycliste » dans les quartiers

Nom du porteur (catégorie)	A.S.A.C, association
Descriptif de l'initiative	<p>Association créée en 1997, A.S.A.C contribue au développement d'une « culture cycliste » dans les quartiers populaires, dans le quartier populaire de la « Dame Blanche Nord » à Garges-lès-Gonesse où elle est implantée en particulier. Son activité principale consiste à promouvoir l'utilisation du vélo comme mode de déplacement alternatif.</p> <p>A.S.A.C se conçoit comme une association d'éducation populaire. Impliquée dans la vie de son quartier et dans plusieurs projets de la commune de Garges-lès-Gonesse (ou encore à travers des actions engagées dans l'Est du Val d'Oise comme à Villiers-le-Bel), A.S.A.C aspire à atteindre des objectifs de « vélonomie », entendu comme l'acquisition de compétences nécessaires pour être autonome à vélo : savoir faire du vélo et se déplacer de manière sécurisée en ville, savoir entretenir et réparer son vélo, pouvoir faire réparer son vélo et être conseillé sur ses besoins.</p> <p>Ces actions associatives centrées sur les mobilités douces, essentiellement axées sur le vélo, offrent des activités sociales et sportives aux enfants et adolescents. Elles évitent comme les retours d'expérience le démontrent que les enfants et adolescent-e-s s'inscrivent dans des logiques délictueuses. L'association A.S.A.C entreprend ainsi un travail de prévention, en créant du lien, des échanges.</p> <p>Le projet Vélo-Cité, par exemple, permet au travers d'une démarche d'accompagnement socio-éducatif de sortir les jeunes (grands et moins grands) du quartier, de dépasser les frontières urbaines et de se défaire des barrières psychologiques. Pour mener à bien ses objectifs de « vélonomie », l'association met aussi à disposition son atelier de réparation ou (co-réparation). Il s'agit d'un espace ouvert aux adhérent-e-s pour la réparation ou l'auto-réparation de vélos, qui offre également des cours de mécanique et d'entretien. Dans la même perspective, A.S.A.C propose une bourse aux vélos offrant des tarifs préférentiels aux bénéficiaires. Ces aides matérielles et financières permettent aux ayants droits d'accéder aux modes de mobilité plus doux. Toutes ces activités diverses ont ainsi placé l'association A.S.A.C parmi les lauréats des « Trophées de l'ESS » de l'Agglomération Roissy Pays de France, grâce au prix « Économie Circulaire » décerné en 2019.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	QPV Dame Blanche / Garges-Lès-Gonesse /Val d'Oise (95)
Mots clés (thématiques)	Mobilités durables, économie circulaire, éducation populaire, économie sociale et solidaire
Piliers du CDV et axes transversaux	<p>Cohésion sociale</p> <p>Jeunesse, éducation, prévention</p> <p>Cadre de vie, droit à un environnement sain et de qualité</p>

Fabric'A	
Nom du porteur (catégorie)	Fabric'A, association
Descriptif de l'initiative	<p>Inaugurée en 2017, la Fabric'A est une structure de l'ESS. Implantée à Gennevilliers (92) au cœur du quartier populaire du Luth, l'association décline ses activités principales via une ressourcerie, une boutique, des ateliers et un espace collaboratif. Née de l'initiative d'un groupe d'amis vivant dans les Hauts-de-Seine, et ayant une forte sensibilité concernant le développement durable, la Fabric'A s'inscrit dans le champ de l'économie circulaire et de l'insertion socio-professionnelle.</p> <p>En tant que ressourcerie, la Fabric'A se charge de collecter, trier et revaloriser les encombrants ou objets destinés à la poubelle provenant de particuliers, d'entreprises ou d'institutions (mobilier, vêtements, vaisselle). Au moyen d'ateliers dédiés à la réparation des objets collectés, la boutique de la Fabric'A propose à la vente des objets du quotidien recyclés, à prix abordables. Ouverts au public, les espaces ressourceries de la structure permettent en même temps d'alimenter un chantier d'insertion professionnelle. Environ dix salariés en insertion sont jusqu'à présent encadrés. Profitant d'une grande polyvalence, ces salariés exercent des activités allant de la récupération à la création, en passant par l'entreposage et la vente. A travers la pratique et l'apprentissage, ils regagnent en confiance afin de pouvoir retourner dans des activités professionnelles « classiques ». C'est ainsi que près de la moitié des bénéficiaires acquièrent un emploi directement par la suite, tandis que d'autres repartent sur des formations qualifiantes.</p> <p>Bénéficiant de l'appui du REFER (Réseau Francilien du Réemploi) qui accompagne le réseau des ressourceries, la Fabric'A possède une clientèle allant de personnes sensibles aux enjeux de la transition écologique (provenant parfois au delà du quartier du Luth) jusqu'aux personnes modestes (en majorité des habitant·e·s de Gennevilliers). La Fabric'A, c'est également une offre de service en direction des acteurs et actrices du territoire et un vecteur de lien social entre les habitant·e·s (personnes âgées isolées). Possédant un espace collaboratif ouvert aux acteurs engagés autour de la solidarité et de l'environnement, la Fabric'A porte en effet des actions de sensibilisation contribuant à changer les rapports à la consommation et à la production. En attachant une grande importance à l'apprentissage, elle tend à sensibiliser au réemploi et à l'usage écologique des ressources.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	QPV "Les Agnettes" (Secteur Luth / Gennevilliers / Hauts-de-Seine (92))
Mots clés (thématiques)	Économie circulaire, recyclerie, ressourcerie, réemploi, économie sociale et solidaire.
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement de l'économie, de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle

Pays et Quartiers Nouvelle Aquitaine (PQNA)

Question de culture, une offre d'insertion complète sur le Bergeracois	
Nom du porteur (catégorie)	Association Question de culture Question de culture est une association reconnue d'utilité sociale, qui relève de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) par sa convention Atelier Chantier d'insertion (ACI). Sa mission est de remobiliser sur le plan social et professionnel les personnes éloignées de l'emploi.
Descriptif de l'initiative	<p>Depuis 2001, l'association Question de culture met en place des actions d'insertion pour les personnes éloignées de l'emploi à Bergerac. Dès l'origine, elle s'est positionnée sur des enjeux liés à l'agriculture biologique. Pas à pas, elle a développé de nouvelles activités répondant aux enjeux de la transition écologique pour proposer aujourd'hui une offre globale d'insertion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • maraîchage bio, • laboratoire de transformation des légumes non-vendus en soupes • recyclerie (collecte des objets réutilisables, réparation si nécessaire puis vente à prix modeste dans une boutique dédiée) • rénovation de petit patrimoine bâti et l'entretien d'espaces verts <p>En 20 ans, Question de culture a accompagné plus de 600 salariés en insertion sur des contrats de 6 à 24 mois. Depuis 2020, l'association accueille 39 équivalent temps plein (ETP) par an. Ce chiffre se traduit par 45 salariés en CDDI en permanence et 60 à 70 recrutements annuels.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Rive Gauche, Quartier des 2 Rives et Quartier Nord / Bergerac / Dordogne (24)
Mots clés (thématiques)	Agriculture, recyclage, emploi, insertion
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique/emploi En savoir plus

Maison interculturelle de l'alimentation et des mangeurs de Bordeaux Nord (MIAM)

Nom du porteur (catégorie)	Centre social et familial de Bordeaux Nord
Descriptif de l'initiative	<p>Objectifs de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permettre à tous d'accéder à une nourriture saine, de qualité, en quantité ; • Favoriser l'insertion et la cohésion sociale par l'alimentation ; • Accompagner la participation des habitants et l'évolution des comportements alimentaires ; • Rapprocher le monde urbain et le monde rural en favorisant le lien entre producteurs et consommateurs. <p>La mise en œuvre des actions : ateliers de cuisine, sorties chez les producteurs locaux, mise en place d'un groupement d'achats, ateliers de jardinage pour les enfants... La MIAM est une contribution citoyenne qui s'inscrit dans le champ de l'éducation populaire. Son projet est pensé par et pour les habitants du quartier sur lequel elle est implantée. Basée sur une gouvernance participative, elle permet à chacun de prendre part au projet et d'apporter sa contribution en partant de ses expériences et de son vécu.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartiers des Chartrons Nord (quartier de veille) / Bordeaux / Gironde (33)
Mots clés (thématiques)	Alimentation saine en milieu défavorisé
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Participation

Le composteur de mots

Nom du porteur (catégorie)	L'association "les Amis de la Dronne"
Descriptif de l'initiative	<p>L'association des Amis de la Dronne a mis en place en 2017 une action originale de remobilisation de jeunes éloignés de l'emploi. Elle propose ainsi une « préformation » dans les domaines du bois et de la gestion des déchets verts. « Le composteur de mots » est une initiative visant à protéger l'environnement, faciliter la maîtrise de la langue et lever les freins à l'insertion.</p> <p>L'Association limousine de sauvegarde de l'enfance à l'adulte (ALSEA 87), les Missions locales ou l'adulte-relais mobilisés au sein de l'association repèrent les jeunes dans les quartiers et les orientent vers les Amis de la Dronne qui leur proposent un contrat en service civique pour une durée de 6 mois, à raison de 3 jours par semaine.</p> <p>Les jeunes sont essentiellement mobilisés sur trois types d'activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la construction des pavillons de compostage en bois pour le compte de collectivités (EHPAD, écoles, restauration collective...)

	<ul style="list-style-type: none"> leur entretien régulier ; la gestion des tâches communes de l'association (gestion des stocks, entretien du matériel et des locaux...) <p>Ils interviennent également pour construire des haies de benjes (construites à partir de branchages) ou encore sur le jardin partagé que l'association a en gestion.</p> <p>Une animatrice spécialisée en art du spectacle propose des jeux théâtralisés et des activités ludiques autour du langage pour travailler la communication des jeunes participants.</p> <p>A l'issue du service civique, l'association accompagne les jeunes dans la recherche d'un emploi, d'un stage ou d'une formation grâce à son partenariat avec l'AFPA, centre de formation professionnelle pour adultes.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	QPV / Limoges / Haute-Vienne (87)
Mots clés (thématiques)	Environnement, pré-formation, "métiers verts"
Piliers du CDV et axes transversaux	Pilier emploi/insertion en savoir plus

Expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)

Nom du porteur (catégorie)	La commune de Castillon-la-Bataille
Descriptif de l'initiative	<p>En Gironde, la ville de Castillon-la-Bataille s'engage depuis 2016 dans une démarche Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD). Elle a construit un projet inclusif en impliquant les personnes privées durablement d'emploi* (PPDE), les entreprises et les citoyens. Alors que la ville n'a pas encore intégré l'expérimentation nationale TZCLD, cette démarche originale de co-construction a déjà produit des effets positifs sur le territoire.</p> <p>La démarche vise à créer de nouveaux emplois pour satisfaire des besoins non couverts et valoriser des compétences non exploitées.</p> <p>Elle s'appuie sur la prise en compte des compétences, des envies et des besoins de formation des PPDE. Parallèlement, elle identifie des services utiles jusqu'alors inexistantes sur le territoire.</p> <p>Le projet a été animé suivant la méthodologie du consensus local.</p> <p>Depuis 2016, 200 personnes provenant de multiples horizons ont participé aux différentes rencontres. Une trentaine de PPDE souhaitent intégrer la future Entreprise à But d'Emplois (EBE) et se mobilisent activement dans les actions menées en faveur de la candidature de la ville à l'expérimentation TZCLD. Les personnes impliquées animent des permanences d'information régulières pour faire connaître ce projet sur le territoire. De plus, elles participent à des</p>

	<p>événements symboliques comme la grève du chômage depuis 2018.</p> <p>Le territoire a su entretenir une réelle dynamique territoriale depuis plus de quatre ans, alors qu'il n'a pas encore intégré l'expérimentation nationale.</p> <p>Les opportunités d'emploi portent principalement sur des activités sobres en bilan carbone et riches en matière de lien social : réparations de petit matériel, recyclage, compost...</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Castillon-la-bataille / Gironde (33) Territoire hors politique de la ville mais qui ressemble beaucoup aux petites villes qui sont entrées dans la géographie prioritaire en 2014.
Mots clés (thématiques)	Emploi, création d'activité, transition, participation des habitants et de la société civile
Piliers du CDV et axes transversaux	Hors contrat de ville en savoir plus

Plaxtil : la start-up qui utilise l'économie circulaire et l'écologie en tant que vecteurs d'emploi	
Nom du porteur (catégorie)	Start-up Plaxtil
Descriptif de l'initiative	Depuis 2019, la start-up Plaxtil collabore avec la structure d'insertion Audacie à Châtelleraut. Elles agissent au profit de l'économie circulaire et de l'accès à l'emploi des personnes en difficulté via des activités de collecte et de tri de textile. Depuis la création d'Essaimons en 2021, les salariés en insertion peuvent développer de nouvelles compétences en réalisant les opérations de recyclage.
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Le grand Châtelleraut / Vienne (86)
Mots clés (thématiques)	Économie, insertion, recyclage
Piliers du CDV et axes transversaux	Hors contrat de ville en savoir plus

RÉSOVILLES

Pôle Sequoia	
Nom du porteur (catégorie)	Ville de Nantes
Descriptif de l'initiative	<p>Le pôle Séquoia est un équipement de la Ville de Nantes qui met la science à l'honneur en proposant un pôle d'excellence, ambitieux, ludique et innovant, pour comprendre le monde et son environnement...</p> <p>Séquoia regroupe plusieurs ateliers d'expérimentation, une salle d'exposition et de conférences, des outils multimédias et un espace documentaire.</p> <p>Plaçant le développement durable au cœur de ses actions, Séquoia est animé par une équipe pluridisciplinaire. Il héberge notamment un centre pilote "Main à la Pâte", dispositif initié par le Prix Nobel de physique Georges Charpak.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Dervallières / Nantes / Loire Atlantique (44)
Mots clés (thématiques)	Éducation, biodiversité
Piliers du CDV et axes transversaux	Éducation

Ferme urbaine les colverts	
Nom du porteur (catégorie)	Association les colverts
Descriptif de l'initiative	<p>A Rennes, l'association les Colverts a installé une ferme dans le quartier du Blosne. Située à proximité d'un centre culturel, d'une école et d'une crèche, elle invite les habitants de tous âges à partager des moments conviviaux autour d'ateliers, de formations, d'animations autour de la permaculture, de l'alimentation durable ou encore de la biodiversité ; un espace pour se ressourcer, se rencontrer, s'instruire et se reconnecter avec la nature.</p> <p>Une agricultrice et une coordinatrice ont été recrutées.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartiers du Blosne / Rennes / Ile et Vilaine (35)
Mots clés (thématiques)	Alimentation, agriculture, animation
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale, santé

Matière Grise	
Nom du porteur (catégorie)	Association Matière Grise
Descriptif de l'initiative	<p>Matière grise est un acteur de l'ESS dans le secteur du BTP. L'association a pour objectif de minimiser les déchets en phase de construction des bâtiments de démolition pour les intégrer en réemploi sur d'autres projets. Elle récupère également des matériaux non utilisés et accompagne les maîtres d'œuvre dans le secteur public et privé.</p> <p>Matière Grise tente d'apporter des solutions sur la question des déchets des matériaux du bâtiment à l'échelle du département du Maine et Loire et particulièrement des quartiers populaires. Ces activités reposent surtout sur des compétences d'ingénierie, de conseil et de diagnostic, afin de permettre d'identifier les matériaux réparables, réemployables ou détournables de leur fonction première.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Maine et Loire (49)
Mots clés (thématiques)	Réemploi, économie circulaire
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique

Répavélo	
Nom du porteur (catégorie)	Association Répavélo
Descriptif de l'initiative	Répavélo Kercado à Vannes est un atelier associatif, participatif et solidaire d'auto-réparation. Son objectif est de rendre le vélo accessible à tous, toutes générations et cultures confondues. C'est un atelier participatif et solidaire qui recycle les vélos donnés ou récupérés. Répavélo sensibilise les habitants sur le réemploi et le recyclage, la santé et la pratique du sport, l'environnement et le développement durable qui sont la véritable force du vélo, véritable outil de changement du système.
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Kercado / Vannes / Morbihan (56)
Mots clés (thématiques)	Mobilité, cohésion

Konk ar Lab	
Nom du porteur (catégorie)	Association
Descriptif de l'initiative	Le Kon Ar lab est un projet qui vise à accompagner le développement des solutions faiblement technologiques, accessibles et durables. Ce lieu, tout public et associant différents types d'acteurs (citoyens, associations, entreprises, personnes ressources...), a donc pour vocation d'être un FabLab, c'est à dire un "Laboratoire de Fabrication" (en anglais "Fabrication Laboratory"), concept issu et défini par le MIT de Boston, USA. L'objet de l'association est de créer, gérer, animer et développer un espace collaboratif de découverte, création et fabrication, utilisant les méthodes et techniques de l'intelligence collective et de l'innovation ouverte via des ateliers et outils de fabrication notamment numérique
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Kerandon / Concarneau / Finistère (29)
Mots clés (thématiques)	Économie circulaire
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique Cohésion sociale

TRAJECTOIRE RESSOURCES

Un conseil citoyen en transition	
Nom du porteur (catégorie)	Conseil citoyen de Luxeuil-Les-Bains, quartier Stade Messier
Descriptif de l'initiative	<p>Le conseil citoyen de Luxeuil-les-Bains a progressivement développé une sensibilité aux enjeux environnementaux. Cet espace de représentation des habitants du quartier Stade-Messier est un nœud dans l'écosystème partenarial. Les actions du C.C. de Luxeuil-les-Bains se sont d'abord orientées vers une des préoccupations premières des habitants, à savoir l'amélioration du cadre de vie du quartier. Les conseillers citoyens se sont notamment mobilisés autour de problèmes de gestion des déchets et d'incivilités liés à la propreté de l'espace public. Ces derniers ont alors développé un pouvoir d'agir sur l'environnement qui les entoure, en allant tout d'abord visiter le Sytevom (centre de traitement des ordures ménagères et de valorisation des déchets) et en menant des actions de sensibilisation au tri des déchets en pied d'immeuble et en sortie d'école (ex : fête Eco-tri en novembre 2019).</p> <p>C'est par ce biais qu'une sensibilité écologique s'est affirmée au fil du temps, à travers les économies d'énergie, les pratiques écoresponsables comme le zéro déchet et la lutte contre tout type de gaspillage. Les enjeux se sont ainsi progressivement élargis et diversifiés, d'autant plus que le problème initial des incivilités a considérablement diminué.</p> <p>Le conseil citoyen participe également activement à l'organisation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Fête des jardins et de l'écologie, à la période estivale, dans les jardins familiaux du quartier, ce qui permet d'aborder les questions d'alimentation durable et de circuit court, en lien avec d'autres acteurs (conférences, expositions, actions de sensibilisation...); • La "Fête de la fraternité" mise en place chaque année à l'automne, qui intègre de plus en plus les enjeux écologiques. <p>Le conseil citoyen de Luxeuil-les-Bains peut aujourd'hui être considéré comme un espace de mobilisation et d'action citoyenne autour de la transition socio-écologique.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Ste-Messier / Luxeuil les Bains / Haute-Saône (70)
Mots clés (thématiques)	Lien social, participation citoyenne, pouvoir d'agir, tri et valorisation des déchets, propreté, changement de comportements, alimentation durable, circuits courts, jardins familiaux
Piliers du CDV et axes transversaux	Cadre de vie Participation

Cour de Nature	
Nom du porteur (catégorie)	Pirouette Cacahuète (Association)
Descriptif de l'initiative	<p>Désimperméabiliser les cours d'école, les végétaliser pour créer des lieux de bien-être, de jeu et de contact avec la nature, pour les enfants et les équipes éducatives : voilà le défi relevé avec le projet "Cour de Nature", porté par l'Association Pirouette Cacahuète, dans le cadre d'une convention avec la ville de Chenôve, avec le soutien de la Région Bourgogne Franche-Comté, de la Dréal et de la DDETS 21.</p> <p>La cour des écoles maternelle et élémentaire Bourdenières (intégrant également un centre de loisirs péri et extra-scolaire) s'étend sur 4125 m², dont 2600 m² était artificialisés et environ 1500 m² de pelouse très peu utilisée. L'objectif était de végétaliser davantage cette cour d'école, sur environ 2500 m², en supprimant 1000 m² de bitume et en transformant les espaces végétaux actuels.</p> <p>En effet, le projet "Cour de Nature" répond à différents enjeux climatiques et de santé publique à long terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'adapter au dérèglement climatique en supprimant des îlots de chaleur et en créant des îlots de fraîcheur (apport d'ombre par les végétaux et d'humidité par l'évapotranspiration) ; • Améliorer la gestion de la ressource en eau en permettant une meilleure infiltration de l'eau dans le sous-sol ; • Améliorer la biodiversité en ville en attirant les insectes et les oiseaux par la présence de végétaux ; • Apporter un cadre de vie plus sain aux enfants en développant leur motricité, leur sens, et leur lien affectif avec la nature. <p>Il répond également à des objectifs pédagogiques tant pour les enfants que les enseignants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux enfants d'être en contact avec la nature quotidiennement, • Sensibiliser les enfants et les adultes à la biodiversité et la question de la ressource en eau, • Interroger les usagers de la cour de récréation sur la place et les activités de chacun. <p>Proposé aux élus en 2019, le projet a démarré à l'automne 2020 et se finalise en novembre 2021, en passant par différentes phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Automne 2020 : Diagnostics : technique / financier / usages de la cour ; • Janv. 2021 : Sensibilisation des enfants au projet et à l'environnement ; • Mars 2021 : Co-construction avec les enseignants de la maquette du projet ; • Juillet 2021 : Valorisation du projet auprès des parents ; • Été 2021 : Réalisation des travaux ; • Automne 2021 : interventions pédagogiques et chantiers participatifs avec les enfants et les équipes enseignantes.

	Une démarche participative qui a ainsi permis d'impliquer les enfants, les enseignants, les animateurs et les parents dans un projet qui se veut écologique, pédagogique et sociétal.
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier du Mail /Chenove /Côte d'Or (21)
Mots clés (thématiques)	Enjeux environnementaux, désartificialisation des sols, sensibilisation à la biodiversité, gestion de la ressource en eau, cadre de vie, santé, pédagogie, participation.
Piliers du CDV et axes transversaux	Cadre de vie Éducation, jeunesse Participation

Alimentation et transition sociale écologique	
Nom du porteur (catégorie)	Les ateliers Nomades (association)
Descriptif de l'initiative	<p>Depuis plus de 10 ans, l'association développe sur le territoire, et en particulier à Saint-Pantaléon, des actions et expérimentations sur le sujet de la transition sociale écologique. On peut citer notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en place de sites de compostage collectif en pieds d'immeubles ; • L'accompagnement d'habitants impliqués dans les jardins partagés créés en 2010 ; • La réalisation d'animations sur le sujet de l'alimentation et de la qualité d'air intérieur dans l'Appart (appartement pédagogique situé au cœur du quartier de Saint-Pantaléon) ; • La création et l'animation d'une recyclerie, atelier collectif de réparation de vélos. <p>Sur le sujet plus spécifique de l'alimentation, l'association des Ateliers Nomades anime, depuis début 2020, un groupe de travail avec des habitants de Saint-Pantaléon et d'Autun sur cette question :</p> <p style="text-align: center;">« Comment peut-on avoir accès à une alimentation de qualité à un coût économiquement acceptable ? »</p> <p>Les premières rencontres sur cette question ont permis de faire un état des lieux des modes de consommation actuels des participants et de définir collectivement des actions à mener sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le prix des produits : qu'est-ce qu'un coût économiquement acceptable ? Quels sont les prix réels des produits en fonction de leur source d'achat ? Sur quel produit sommes-nous prêts à modifier nos habitudes ? • La composition des produits : qu'est-ce qu'un produit sain, de qualité pour nous ? Comment décrypter les informations inscrites dans le détail des ingrédients des produits ? Quelle est la différence entre un produit bio, naturel, raisonné, conventionnel ? Comment sont fabriqués/produits les aliments que nous achetons ? • La découverte des produits locaux : visites de producteurs situés sur le

	<p>territoire (fabrication de pain, production maraîchère, élevage caprin...).</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'expérimentation de solutions collectives : achats groupés de farine et paniers de légumes, expérimentation collective de production de légumes sur une des parcelles des jardins partagés créé en 2010. <p>Au-delà de l'aspect purement consommatoire, le projet s'interroge également sur la manière de lever les freins et de faire évoluer les pratiques alimentaires et culinaires d'un public qui est parfois très éloigné de ces questions (personnes isolées, âgées et/ou précaires).</p> <p>En partant de "là où en sont les personnes", ce projet se veut multifacette : il propose une réflexion partagée et un cheminement collectif pour faire évoluer son rapport à l'alimentation, à la pratique culinaire, ainsi que sa relation à l'environnement, à la nature et à l'agriculture.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Saint Pantaléon / Autun / Saône-et-Loire (71)
Mots clés (thématiques)	Alimentation durable et de qualité, accessibilité économique, santé, circuits courts, jardins partagés, accompagnement, changements de pratiques, lien social
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Santé Participation

L'appart€	
Nom du porteur (catégorie)	Ville d'Autun
Descriptif de l'initiative	<p>L'Appart€ est un appartement pédagogique au cœur du quartier d'habitat collectif de Saint Pantaléon porté par la Ville d'Autun. Ce lieu permet de montrer concrètement comment faire des économies d'énergie au quotidien, de se questionner sur ses achats et consommations du quotidien ou sur la qualité de l'air de notre intérieur.</p> <p>L'association Les Ateliers Nomades participe à l'animation de L'appart€, par le biais d'ateliers et séances pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur l'alimentation et le développement durable (cycles de vie de nos produits, empreinte écologique de notre consommation, nos choix de consommateurs, saisonnalité des produits, ...); • Sur la qualité de l'air intérieur de nos habitations (quels polluants, quelles conséquences pour notre santé, vigilance...); • Ateliers thématiques ponctuels Santé / Environnement.
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier de Saint Pantaléon / Autun / Saône-et-Loire (71)
Mots clés (thématiques)	Économie d'énergie, consommation, alimentation, qualité de l'air, santé

VILLES AU CARRÉ

Habitat participatif Bourges Nord	
Nom du porteur (catégorie)	Association "La Maison des Pourquoi Pas"
Descriptif de l'initiative	<p>L'idée émane d'habitants du quartier souhaitant vivre dans un habitat participatif, intergénérationnel. Des personnes devant ou désirant quitter leur habitation actuelle se sont cooptées pour réfléchir à une forme d'habitat participatif, intergénérationnel. Ceci pour répondre aux besoins de personnes vieillissantes, de familles, de jeunes, et vivre dans un esprit de solidarité et de services. Il est prévu d'y construire 16 logements locatifs allant du T2 au T5.</p> <p>L'organisme acheteur est France Loire. Sa démarche avec le projet d'habitat participatif de Bourges est de construire un projet immobilier avec un groupe d'habitants. Cette co-construction a eu lieu notamment sur deux aspects :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les espaces partagés : Une salle commune avec cuisine / une chambre d'ami.e.s / un jardin d'agrément paysager / un jardin partagé d'environ 100 m2 / des terrasses partagées au 1er et 2ème étage. • La performance énergétique : Proposition de scénarios aux futurs locataires → Très bonne isolation du bâtiment / Installation de panneaux solaires / absence d'énergies fossiles pour privilégier la qualité environnementale <p>Ils prévoient de commencer les travaux le 4 octobre.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Bourges Nord / Bourges / Cher (18)
Mots clés (thématiques)	Habitat, cadre de vie, santé et bien être
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Cadre de vie, renouvellement urbain

Épicerie solidaire Bourges Nord	
Nom du porteur (catégorie)	Association Épicerie solidaire
Descriptif de l'initiative	<p>Située dans le quartier Bourges Nord à destination de ses habitants, cette épicerie est un lieu d'accueil où les personnes en difficulté économique ou isolées peuvent disposer d'aliments variés et de qualités, à faible coût.</p> <p>L'épicerie Solidaire Bourges Nord est avant tout un lieu de rencontre et de solidarité, où le lien social est privilégié. Elle propose en effet différents ateliers de cuisine sur les thèmes de l'alimentation et la santé, le budget et la vie quotidienne, ou encore la parentalité.</p> <p>Une volonté de contribuer à la lutte environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre le gaspillage alimentaire, en lien avec la Banque Alimentaire du Cher, par une valorisation des denrées distribuées aux familles accueillies. • Transformation des déchets de fruits & légumes (invendus, produits triés et abîmés) en les transformant en compost. Projet collectif et transversal à l'association qui touche tous les acteurs (salariés, stagiaires, bénévoles, familles accueillies & partenaires). Des actions pédagogiques et ludiques sont également mises en place autour de cette action. • L'été des 7 jeudis : peinture végétale, animation compostage, apéro anti-gaspi et végétal
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Bourges Nord / Bourges / Cher (18)
Mots clés (thématiques)	Agriculture, alimentation
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Développement de l'activité économique et de l'emploi

Maraîchage urbain de Vierzon	
Nom du porteur (catégorie)	Régie de territoire C2S (Association)
Descriptif de l'initiative	<p>Ce projet consiste à créer et développer une activité de production maraîchère bio, adossée à un espace dédié à la promotion et au développement de l'alimentation durable, sur le territoire de Vierzon et ses environs. L'objectif est de participer à l'augmentation significative de l'offre de produits alimentaires bio sur le territoire.</p> <p>Les atouts du projet vierzonnais sont principalement le lien humain, avec la formation des habitants des quartiers prioritaires qui seront accompagnés pour s'installer en maraîchage. Mais aussi un ancrage territorial fort, avec un site mis à disposition par la ville, l'ancien moulin de la Chaponnière, pour abriter l'écopôle alimentaire, le centre de ressources et des parcelles inoccupées dans la ville (douze sont déjà identifiées). L'intégration dans la distribution collective, avec l'ambition de fournir la cuisine centrale et un futur restaurant social, la création d'emplois dans le secteur agricole local, font aussi partie des objectifs</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Clos Du Roy - Centre-Ville / Vierzon / Cher (18)
Mots clés (thématiques)	Agriculture, alimentation
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Développement de l'activité économique et de l'emploi Cadre de vie et renouvellement urbain Participation

Bricobus	
Nom du porteur (catégorie)	Compagnons bâtisseurs (Association)
Descriptif de l'initiative	<p>Une démarche solidaire itinérante</p> <p>Les Bricobus permettent de déployer des actions d'accompagnement dans l'amélioration de l'habitat. La présence des Bricobus sur le terrain au plus près des publics permet de faciliter le repérage des habitants dont les problématiques d'habitat ne peuvent être résolues par les seules solutions existantes. Le concept repose sur l'adaptation des actions aux besoins des personnes et des territoires. Il permet un déploiement sur tous les territoires dans lesquels perdurent des situations de mal-logement, qu'ils soient ruraux, urbains ou péri-urbains, en métropole comme en Outre-mer. Les personnes accompagnées sont propriétaires occupants, locataires (parcs privé ou social), ou sans droit ni titre. Les modes d'intervention varient selon les besoins de chaque territoire, avec des chantiers dans les logements, des actions collectives dans l'espace public ou encore du prêt d'outils. Aussi, les Bricobus contribuent au rôle de plaidoyer des Compagnons Bâtisseurs pour mobiliser les acteurs locaux, interpeller les décideurs et influencer les politiques publiques en matière d'habitat.</p> <p>Expérimentation de cette démarche en Centre-Val de Loire</p> <p>Cette expérimentation a révélé un fort impact social et a conduit le réseau à inscrire les Bricobus dans un processus d'essaimage national, accompagné par l'association nationale Compagnons Bâtisseurs. Un groupe de travail spécifique aux Bricobus a été constitué pour consolider le développement national de la démarche et formaliser un processus de capitalisation inter-régions, qui a abouti notamment à la création d'outils communs. Cela a permis de passer de 5 Bricobus opérationnels en 2018 à 19 début 2021. D'ici fin 2023, le mouvement Compagnons Bâtisseurs prévoit l'animation d'une flotte d'environ 50 Bricobus, dans le but de répondre aux besoins croissants en matière d'habitat indigne et de renforcement de l'aller-vers.</p> <p>Des relais et soutiens locaux</p> <p>Soutenu au niveau national par trois partenaires essentiels (Fondation la France s'Engage, Fondation Abbé Pierre, Malakoff Médéric Humanis), le projet a aussi su trouver de nombreux relais et soutiens locaux : collectivités, Caisses d'Allocations Familiales, bailleurs sociaux, partenaires associatifs, etc. Fin 2020, la Fondation Castorama signe une convention pour soutenir la démarche d'essaimage, ainsi que 6 Bricobus existants et un nouveau Bricobus. De nouveaux partenaires rejoindront sans doute l'aventure pour accompagner les Compagnons Bâtisseurs dans le déploiement et la montée en puissance des Bricobus sur tous les territoires.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Sanitas / Tours / Indre et Loire (37)
Mots clés (thématiques)	Habitat, cadre de vie
Piliers du CDV et axes transversaux	Cadre de vie et renouvellement urbain Cohésion sociale

Composteur électromécanique	
Nom du porteur (catégorie)	Association Reconstruire Ensemble
Descriptif de l'initiative	<p>Un composteur électromécanique de biodéchets a été mis en place pour les habitants du quartier Tallemont - Bretagne. Il s'agit du premier composteur électromécanique de biodéchet en fonctionnement en Eure-et-Loir et de la région Centre-Val de Loire.</p> <p>Commercialisé par la société Upcycle, ce composteur est géré au quotidien par l'association Reconstruire ensemble. Projet soutenu par Michèle Bonthoux, maire de Mainvilliers, et par l'obtention du fonds de développement de l'inclusion.</p> <p>Les habitants du quartier qui souhaitent participer sont invités à scanner le QR code qui se trouve au point d'apport volontaire devant le jardin solidaire et partagé de Mainvilliers</p> <p>Une fois inscrit, un bio-seau pour les déchets est remis aux volontaires ainsi qu'un code d'accès au point d'apport volontaire. Les Mainvillois peuvent par la suite y déposer leurs biodéchets, soit l'ensemble des déchets compostables.</p> <p>Un membre de la branche espace vert de l'association Reconstruire ensemble récupère les poubelles pleines à vélo cargo pour les vider dans le broyeur.</p> <p>Une poubelle de broyat de bois est également versée pour réduire les nuisances liées à l'odeur. Le temps de broyage est d'environ 15 à 20 minutes par jour. Après 8 semaines, le compost peut enfin être utilisé par la branche espace vert de l'association et par tous ceux qui contribuent au projet.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Tallemont – Bretagne / Mainvilliers / Eure et Loir (28)
Mots clés (thématiques)	Agriculture, alimentation
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Développement de l'activité économique et de l'emploi Cadre de vie et renouvellement urbain Participation

Vélo-école	
Nom du porteur (catégorie)	La régie de quartier Respire à Saint-Jean de la Ruelle (45)
Descriptif de l'initiative	<p>La régie de quartier Respire est une association d'insertion qui a une auto-école pour faciliter l'insertion des personnes éloignées de l'emploi en leur permettant de passer le permis. L'association a développé une vélo-école en observant la difficulté de certaines personnes à passer le permis de conduire à cause d'un manque de coordination de leurs mouvements. Grâce à des cours de vélo, un moniteur permet aux bénéficiaires de rattraper leur retard concernant de nombreux automatismes (motricité, regard, direction...) nécessaires pour conduire un véhicule. Le succès de l'initiative a également attiré de nombreuses personnes désirant retrouver une mobilité au sein du territoire grâce au vélo.</p> <p>L'association veut développer la vélo-école de manière itinérante. En allant dans plusieurs quartiers prioritaires sur la métropole Orléanaise.</p> <p>Le développement de la pratique du vélo permet de faciliter l'autonomie des personnes éloignées de l'emploi sans pour autant imposer l'utilisation de la voiture qui peut être très coûteux. La prochaine étape de l'association est de convaincre les employeurs que le permis n'est pas toujours obligatoire pour travailler.</p> <p>Le projet est financé depuis 2019 par le contrat de ville.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Saint-Jean de la Ruelle et QPV de l'agglomération Orléanaise / Orléans / Loiret (45)
Mots clés (thématiques)	Mobilité, lien social, santé, insertion
Piliers du CDV et axes transversaux	Cadre de vie, habitat Développement économique

VILLES ET TERRITOIRES OCCITANIE

L'Esperluette, café épicerie solidaire et durable	
Nom du porteur (catégorie)	Association l'Esperluette
Descriptif de l'initiative	<p>Il s'agit à l'origine d'une initiative d'un collectif d'habitants constitué en 2018. Le projet est à l'image d'un quartier mixte sur le plan social et culturel, classé en partie comme quartier prioritaire de la politique de la ville. Une dynamique s'est donc formée depuis cette date autour de la création d'un « café épicerie cuisine solidaire. Lieu de vie et d'entraide ». Constituée en association en 2019, l'Esperluette dispose depuis 2020 d'un local dans le quartier pour accueillir son projet d'épicerie-café solidaire. Il s'agit d'un ancien magasin de fruits et légumes rénové progressivement grâce à des chantiers participatifs.</p> <p>Le café-épicerie propose 3 offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un groupement d'achats, tous les 15 jours (100 commandes en moyenne à chaque fois dont une quarantaine « solidaires »), • Des produits secs en vrac (accessibles à différents tarifs, selon les ressources), • Des produits bio grâce à un partenariat avec Biocoop (invendus proposés aux adhérents en situation de précarité). <p>Méthode participative et mixité sociale Une des spécificités et un des points forts de l'Esperluette est sa capacité à concerner une grande diversité d'habitants en termes de classes sociales, d'origines, d'âges. Il est à noter que des personnes très investies dans l'association ont-elles-même recours à l'aide alimentaire.</p> <p>Les financements extérieurs pour cette action proviennent pour moitié de fondations et pour moitié de financeurs publics. Créée en juin 2019, l'association a bénéficié d'un fonds de démarrage de la fondation Abbé Pierre. Les financeurs publics sont les suivants : le conseil régional Occitanie sur des « budgets citoyens », en tant que projet d'économie circulaire ; l'Etat pour le financement de denrées (panier de légumes, accès au vrac, produits secs) dans le cadre du plan pauvreté ; le Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre de son budget participatif. La ville de Montpellier a accordé une subvention en 2020 et 2021. Le projet a bénéficié de l'appui méthodologique d'une coopérative d'étude spécialisée dans l'intervention sociale.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartier Celleneuve / Montpellier / Hérault (34)
Mots clés (thématiques)	Accès à une alimentation durable pour les habitants des QPV
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Participation

VRAC Toulouse Métropole	
Nom du porteur (catégorie)	Association VRAC
Descriptif de l'initiative	<p>L'association VRAC Toulouse Métropole a été créée sur le modèle de celle de Lyon. L'action a débuté en juin 2019 sur deux quartiers politique de la ville situés à Toulouse, après le recrutement d'une salariée en avril 2019, puis progressivement sur 3 autres QPV en 2020 et 2021.</p> <p style="text-align: center;">VRAC : comment ça marche ?</p> <p>Il faut être adhérent de l'association VRAC TM pour pouvoir commander des produits. Le montant de la cotisation est libre à partir de 3 € pour les habitants des QPV et habitants dits « prioritaires » (étudiants et personnes à faibles revenus) et à partir de 10 € pour les habitants hors QPV. Les adhérents peuvent passer commande en ligne via la plateforme cagette.net ou sur place dans les centres sociaux et les associations partenaires présentes dans les quartiers concernés.</p> <p style="text-align: center;">La distribution</p> <p>Des points de distribution éphémères sont organisés toutes les 6 semaines dans les locaux des centres sociaux, partenaires de VRAC dans les quartiers concernés. Les adhérents aident à réceptionner les commandes qu'ils ont aidé à préparer en amont, et sont présents pour aider à la distribution. L'action s'appuie donc sur des partenaires implantés dans les QPV. Ils sont également présents sur les points de distribution et animent des échanges autour de la santé, l'environnement, etc. Les fournisseurs viennent également pour rencontrer les adhérents et discuter des produits, de leur production, etc.</p> <p>Cette action revêt une pluralité de dimensions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Santé : mieux manger à travers des produits de qualité ; • Économique : prix juste pour les producteurs et accessible pour les habitants ; • Environnement : venir avec ses propres contenants c'est participer à la réduction des déchets ; • Lien social : un temps de vie sur les lieux de distribution avec une mixité sociale entre des gens qui ont des intérêts communs ; • Tout adhérent devient acteur du projet ; • Le modèle économique : l'achat et la revente à prix coûtant sont permis grâce à la participation des adhérents et aux subventions des partenaires financiers de VRAC TM : Toulouse Métropole, bailleurs sociaux, État, Conseil régional, Département et quelques fondations. L'implication des bailleurs sociaux fait partie de l'ADN des associations du réseau VRAC, soit à Toulouse : Patrimoine SA Languedocienne, le Groupe des Chalets et Toulouse Métropole Habitat, regroupés au sein de Coop'IB (Coopération Inter-Bailleurs).
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Quartiers Bellefontaine, Soupetard, 3 Cocus, Bagatelle et Reynerie / Toulouse / Haute Garonne (31)
Mots clés (thématiques)	Accès à une alimentation durable pour les habitants des QPV
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Participation

“Roulotte des délices” et paniers bio solidaires	
Nom du porteur (catégorie)	Secours catholique du Gard
Descriptif de l’initiative	<p>Le Secours Catholique s’est engagé à Vauvert en 2018 dans cette démarche autour de “l’accès digne à une alimentation de qualité pour tous”. Une enquête par questionnaire a été réalisée auprès des habitants et des associations du territoire. Sur la base des réponses, l’action a commencé en juin 2019 avec la mise en place d’ateliers cuisine et la distribution de paniers bio solidaires au sein du quartier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un atelier cuisine mobile : la « Roulotte des délices » <p>Il s’agit d’un camion aménagé en cuisine. Tous les 15 jours, un atelier cuisine se déroule à partir de légumes bio cuisinés par les habitants (plats réalisés par les participantes)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les paniers bio solidaires <p>C’est avec les premiers participants aux ateliers de la cuisine mobile qu’a démarré l’action des paniers bio solidaires (dans un souci de mixité sociale des paniers bio sont également proposés à « plein tarif » pour les adhérents qui n’entrent pas dans les critères de ressources des paniers solidaires).</p> <p>Une année a été nécessaire pour développer ce projet et mobiliser les habitants : temps de présence sur le marché de Vauvert pour informer, choix des producteurs avec les habitants, en fonction de l’offre de paniers proposés. Le choix a été fait de réaliser la distribution des paniers bio au cœur du quartier, le jeudi matin, avec 2 points de livraison chaque fois.</p> <p>Les personnes bénéficiaires des paniers bio solidaires sont désormais orientées par les services sociaux sur la base d’un critère de revenu. En contrepartie, il leur est demandé une participation financière « libre et en conscience ». La participation financière peut varier d’une semaine à l’autre.</p> <p>Chaque fois, il est proposé aux personnes de s’impliquer dans une logique d’échange de services :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Covoiturage pour venir chercher les paniers, ou dépôt de leur panier chez des personnes qui n’ont pas pu venir les chercher ; • S’impliquer dans un « groupe producteur » pour faire évoluer la composition du panier ; • Participation à l’enrichissement des recettes qui sont distribuées dans les paniers ; • Participation à la logistique, etc.
Territoire d’intervention : QPV / ville / département	Quartier des Costières - Petite ville / Vauvert / Gard (30)
Mots clés (thématiques)	Accès à une alimentation durable pour les habitants des QPV
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Participation

Dispositif partenarial de recyclage de déchets de chantiers

Nom du porteur (catégorie)	Toulouse Métropole
Descriptif de l'initiative	<p>Ce projet expérimental vise, via une stratégie de marchés publics responsables (clauses environnementales), à favoriser l'économie circulaire dans le BTP sur 4 chantiers Toulousains. Il est cofinancé par l'ADEME. Il s'agit de justifier que 70% des déchets des chantiers de démolition sont recyclés (le projet a ajouté un objectif de réemploi de 5%).</p> <p>Le projet concerne, dans un premier temps, 4 chantiers de l'agglomération toulousaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La rénovation de l'Immeuble de Grande Hauteur du siège de la CPAM, • La déconstruction sélective du Parc des expositions, • Le réaménagement d'un îlot (180 logements prévus), • La démolition – rénovation avec les bailleurs sociaux en QPV du Mirail, en cours d'étude pour le réemploi des fenêtres. <p>Le critère de l'économie circulaire dans ces marchés publics a permis de donner un signal fort à destination des acteurs économiques encourageant des partenariats locaux innovants : exemple d'Emmaüs Toulouse.</p> <p>Par ailleurs, la dimension circulaire du projet induit une hausse significative de création d'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La production de ressources issues du réemploi permettrait de multiplier par 50 le nombre d'emplois (de 6 ETP pour la production de ressources vierges, on passerait à 300 ETP pour la production de ressources issues du réemploi). • La valorisation et le tri des déchets généreraient 11 ETP au lieu d'un seul dans la gestion classique (enfouissement). <p>Les partenariats développés avec les acteurs de l'ESS du territoire ont pour objectif de faire bénéficier les habitants des QPV des emplois ainsi créés.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Tous QPV de Toulouse / Haute Garonne (31)
Mots clés (thématiques)	Économie circulaire, clauses environnementales dans les marchés publics
Piliers du CDV et axes transversaux	Emploi et développement économique

PROFESSION BANLIEUE

La ferme des possibles : une approche circulaire de l'agriculture et des flux de matière	
Nom du porteur (catégorie)	Novaedia : coopérative d'insertion fondée en 2015 en Seine-Saint-Denis
Descriptif de l'initiative	<p>En 2015, la mairie de Stains (à 5 km au nord de Paris, en Seine-Saint-Denis) cherchait un porteur de projet pour qu'une parcelle de 1,2 ha de la commune reste une zone maraîchère. C'est ainsi qu'est née la Ferme des Possibles, qui est une ferme urbaine biologique et l'un des derniers espaces ouverts dédiés à l'alimentation en proche banlieue parisienne. Plusieurs activités sont développées sur le site : agriculture urbaine (production et vente de fruits, légumes, aromate et miel, entretien d'espaces verts, location de plantes vertes, livraison de fruits au bureau), restauration solidaire (service traiteur et restauration d'entreprise notamment), entrepreneuriat (gestion d'un incubateur, coopération avec les acteur-rices du territoire, etc.).</p> <p>La Ferme des Possibles s'intègre dans le projet de "boucle alimentaire biologique, locale et solidaire", développé par Novaedia", qui a pour objectif de servir le territoire et ses habitant-e-s. Des activités sont proposées aux habitant-es des quartiers environnants, telles que des ateliers pédagogiques, des séances de cueillette, ou encore des formations. Une trentaine de personnes sont salariées de Novaedia, dont une grande partie qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi.</p> <p>Elle accueille également le siège de Novaedia, "Resilience", qui a été construit entre 2019 et 2020. Il a été construit quasi exclusivement avec des matériaux issus du réemploi ou bio-sourcé, dans une optique zéro déchet : fenêtres provenant de logements sociaux réhabilités, brique de terre crue, résidus de laine de bois. Le bâtiment, qui s'inscrit en cohérence avec la volonté de Novaedia de construire une transition écologique populaire, a été pensé pour être modulable dans le temps.</p> <p>Acteurs à l'oeuvre : Novaedia (porteur de projet) Gouvernance du projet : collectivités (Ville de Stains, Plaine Commune, CD93), entreprises du territoire (Autret, Galerie Culinaire) Des habitants du territoire et des salariés sont associés et membre du CA de la coopérative. Partenariats avec l'observatoire de l'agriculture urbaine d'Île-de-France, GAB IDF, Chambre d'agriculture IDF.</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Stains (une partie de la ferme est en QPV) / Seine Saint Denis (93)
Mots clés (thématiques)	Agriculture urbaine, développement économique, réemploi, circuits courts
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique, emploi-insertion

RESSOURCES URBAINES

Generactions 77	
Nom du porteur (catégorie)	Association Generactions 77
Descriptif de l'initiative	<p>L'association Generactions 77 a été fondée par des jeunes de Savigny Le Temple. L'association a 3 objectifs principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre le gaspillage alimentaire : récupération auprès des magasins partenaires des denrées parfaitement consommables et destinées initialement à être jetées. Ensuite, une redistribution aux familles bénéficiaires est réalisée afin d'aider les personnes en situation de précarité alimentaire ; • Promouvoir le vivre ensemble : des actions de sensibilisation autour d'enjeux sociétaux sont notamment proposées dans des établissements scolaires. Il est aussi proposé à des jeunes de s'investir dans l'association pendant plusieurs jours. Un passeport bénévole peut par ailleurs être délivré • Favoriser l'emploi/insertion : une épicerie sociale et solidaire est en cours de constitution, qui embauchera des personnes du territoire en insertion.
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Savigny-le-Temple / Territoire de Grand Paris Sud principalement
Mots clés (thématiques)	Gaspillage alimentaire, emploi insertion, engagement, citoyenneté
Piliers du CDV et axes transversaux	Développement économique, emploi-insertion Cohésion sociale Participation

La boucle de l'économie circulaire	
Nom du porteur (catégorie)	PikPik Environnement
Descriptif de l'initiative	<p>L'association PikPik Environnement forme des éco-citoyens. L'association accompagne à la transition écologique et solidaire les acteur.rice.s du territoire (associations, collectivités, bailleurs, citoyens, etc.) Elle cible tout spécifiquement les citoyen.ne.s à travers des actions de sensibilisation afin de les faire évoluer vers un monde plus durable.</p> <p>L'association adopte une approche systémique : il n'y a pas une solution unique pour amener les acteur.rice.s à changer leurs pratiques mais plutôt une approche globale à adopter. Tout d'abord, une présentation des enjeux et des solutions existantes est réalisée avant de réfléchir à ce qui pourrait convenir le mieux à chacun.e des citoyen.ne.s. Cette approche permet de prendre en compte la diversité des situations selon les profils tout en évitant d'avoir un discours moralisateur.</p> <p>Une attention particulière pour les publics les plus vulnérables/fragiles et notamment dans les quartiers de la politique de la ville</p> <p>Ex d'action : la boucle de l'économie circulaire Créer une boucle entre habitant.e.s des quartiers et professionnel.le.s autour de l'économie circulaire Comment ? - Sensibiliser les habitant.e.s au mieux acheter, au mieux utiliser et au mieux jeter - Accompagner et former les professionnel.le.s (centres sociaux, régies de quartiers, ressourceries, artisans, etc.) pour faire découvrir l'économie circulaire car parfois ces acteur.rice.s ont des pratiques propres à l'économie circulaire sans même en avoir conscience</p>
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Région Ile-de-France
Mots clés (thématiques)	Économie circulaire, sensibilisation, participation, lien social, citoyenneté
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale Participation citoyenne

Recyclerie sportive	
Nom du porteur (catégorie)	Recyclerie sportive
Descriptif de l'initiative	<p>La recyclerie sportive de Massy est la première recyclerie spécialisée dans le domaine sportif. Elle a une multitude de missions dont deux phares : transmettre les savoirs-faire et favoriser « un sport accessible pour tou.te.s et respectueux de l'environnement »</p> <p>Quatre métiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collecter le matériel • Valoriser l'ensemble du matériel • Redistribuer dans les boutiques solidaires et à travers les braderies dans les quartiers prioritaires • Sensibiliser à l'environnement en organisant des ateliers « do it yourself » <p>L'ambition de faire bénéficier ce type de démarche à d'autres territoires et acteur.rice.s :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travail sur un projet d'essaimage afin de faire progresser le réemploi solidaire dans le sport (ouverture d'établissements à Paris, Marseille, Bordeaux) • Fertilisation avec une diffusion de savoir-faire à d'autres structures par des formations • Conception de la ressourcerie comme un outil de changement de comportement
Territoire d'intervention : QPV / ville / département	Massy et les territoires environnants / Essonne (91) / Val de Marne (94) / Seine et Marne (77)
Mots clés (thématiques)	Économie circulaire, sport, sensibilisation
Piliers du CDV et axes transversaux	Cohésion sociale